

Y. 17
BIBLIOTHÈQUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES COLONIALES

COMPTES RENDUS MENSUELS
DES SÉANCES DE

L'ACADÉMIE DES SCIENCES COLONIALES

PAR M. LE SECRÉTAIRE PERPÉTUEL

TOME X

SÉANCES DES 1^{er} ET 15 DÉCEMBRE 1950



PARIS
ACADÉMIE DES SCIENCES COLONIALES
15, RUE LA PÉROUSE, XVI^e

1950. — XI

SOMMAIRE

ACADÉMIE DES SCIENCES COLONIALES

Séance du 1^{er} décembre 1951

| | |
|--|-----|
| GISCARD D'ESTAING (Edm.). — Notice sur M. Emile Moreau | 737 |
| ROBEQUAIN (Ch.). — Problèmes d'Asie (Conférence de Lucknow, octobre 1950)..... | 746 |
| GRANDIDIER (G.). — Présentation d'ouvrages..... | 760 |
| FOLMER (M ^{me}). — Présentation d'ouvrages | 760 |
| ****. — Bibliographie..... | 763 |
| ****. — Compte rendu de la séance..... | 765 |

Élection de M. le Gouv. gén. Naegelen et de M. Lemaigen, membres titulaires, de M. Gustave Mercier, membre non résidant et de M^{me} Myriam Harry, MM. le général Nguyen Van Xuan, Ibnou Zekri, Bou Akouir, le Dr Radaody-Ralarosy et Michel Auguste Toussaint, correspondants.

Séance du 15 décembre 1951

| | |
|---|-----|
| VAN DEN ABEELE. — Le plan colonial belge..... | 767 |
| ****. — Compte rendu de la séance | 778 |
| Élection de MM. V. Gelders, L. C. Giles, Pierre Idenburg et Tracy Philipps, associés étrangers. | |
| Table des matières | 781 |
| Index | 783 |



ACADÉMIE
DES
SCIENCES COLONIALES

SÉANCE DU 1^{er} DÉCEMBRE 1950

NOTICE SUR M. EMILE MOREAU

par Ed. GISCARD D'ESTAING

Lorsque les journaux, le 9 novembre 1950, nous apprirent la mort de notre Confrère, M. Emile Moreau, à notre chagrin s'ajouta une surprise, celle d'apprendre qu'il avait 82 ans. Nous réalisons mal la marche du temps, dans la vie d'un homme qui a conservé si pleinement sa vigueur physique et son alacrité intellectuelle, que dis-je conservé, qui même les a développées, les a mûries et nous donne le spectacle d'une sagesse constamment accrue et dont il semble qu'elle progresse sans cesse jusqu'à l'instant où, brusquement, la mort impitoyable vient nous rappeler la fragilité de notre destinée terrestre.

Sans pouvoir me dire du cercle d'amis de M. Emile Moreau, dont la génération a précédé la mienne, je m'honorais des relations excellentes et cordiales qui m'unissaient à mon grand ancien dans le Corps de l'Inspection Générale des Finances. J'ai eu de nombreuses occasions de le rencontrer. Il me marqua toujours cette bienveillance à laquelle on est tellement sensible lorsqu'elle vient de ceux dont la carrière a consacré la haute réussite et l'autorité. J'étais, ici, Vice-Président de la « Société des Amis de l'Académie », dont il était Président. Et c'est à l'ensemble de ces raisons que je dois d'avoir été chargé, par notre Secrétaire Perpé-

tuel, d'évoquer parmi vous la mémoire de celui qui a disparu.

Quelle pitié que ces énumérations chronologiques, et comme administratives, qui sont le pauvre support de la magnifique richesse d'une existence bien remplie ! Et je sais bien que la vérité objective ne peut pas se passer de ces détails incontestables, qui sont comme le résidu matériel et tangible de tout ce qu'il y a d'insaisissable dans une personnalité humaine digne de ce nom. Mais nous avons trop, me semble-t-il, le souvenir personnel de notre Collègue pour nous contenter de ces rappels, déplorablement anonymes pour notre amitié.

Emile Moreau est avant tout pour nous un regard, ce regard étonnant de jeunesse, de vivacité, d'esprit, de malice, mais encore plus d'intelligence, de loyauté, de pénétration. Ses yeux vous fixaient, vous détaillaient, avec une attention pétillante d'intérêt, attentive à la moindre fluctuation de la pensée, réagissant avec une rapidité dépassant même le mouvement plus lent de son interlocuteur. Ce visage ouvert, aux traits si fins dans leur robuste structure, au teint chaud, adouci par la moustache blanche était étonnamment évocateur d'une vie intérieure active, fourmillante et cependant bien ordonnée, d'un homme ayant beaucoup vu, beaucoup appris, beaucoup réfléchi, et qui possède, bien chevillée au fond de lui, la certitude que les efforts et la volonté servent toujours à quelque chose lorsqu'ils sont bien dirigés ; de sorte que, si l'on peut être à vingt ans un vieillard par le cœur, le découragement et le scepticisme, on peut être, à quatre-vingts ans, un adolescent de l'esprit, de l'enthousiasme et de la force morale.

Quel fut le secret de cette existence ? Nous n'avons certes pas la prétention de le percer et l'on doit toujours être respectueux lorsqu'il s'agit d'un tel sujet. Pour en rester à la seule chose dont nous ayons le droit de parler, c'est-à-dire à l'apparence volontairement donnée par quelqu'un à la face de sa vie tournée vers l'extérieur, nous croyons qu'Emile Moreau a eu essentiellement le goût du service public, le goût de servir son pays, et c'est autour de cette idée que me semblent s'axer les grandes étapes de sa carrière.

Notre Confrère, qui était né le 29 septembre 1868 se destinait à l'Inspection Générale des Finances. C'est Joseph Caillaux qui le prépara, avec une particulière amitié, au dif-

ficile concours auquel il fut reçu en 1896. Les liens de ces deux hommes devaient aller toujours en se resserrant et leur collaboration ne cessa de se développer. Toutefois, c'est Rouvier qui distingua d'abord Emile Moreau quand il le prit comme Chef de Cabinet de son Ministère, aux Finances, de 1902 à 1905. Rouvier était devenu ensuite Président du Conseil, en même temps que Ministre des Affaires Etrangères, fit venir au Quai d'Orsay son Chef de Cabinet, qui passa de nouveau dix-huit mois auprès de lui. En 1906, Emile Moreau fut nommé Gouverneur de la Banque de l'Algérie, poste qu'il occupa pendant 20 ans. Ouvrons ici une parenthèse pour souligner une stabilité dont nous avons malheureusement perdu l'habitude. Pour ceux qui voient dans la charge publique le moyen de remplir pleinement une fonction difficile et essentielle au bien-être du pays, l'ambition consiste à réussir pleinement dans la charge qui leur est confiée, et non pas de s'en servir comme d'une simple marche dans l'escalier chaotique d'une ascension désordonnée. Notre Confrère était jeune lorsqu'il devint Gouverneur de la Banque de l'Algérie puisqu'il avait alors 38 ans. Le fait qui doit être souligné est qu'un homme ayant réussi si vite et si brillamment, ait su au même moment se fixer. La reconnaissance de la valeur irremplaçable de la durée est à la fois la marque d'un grand esprit et l'instrument de toute œuvre efficace. L'insatiabilité et l'inquiétude mettent trop souvent au cœur des hommes un élément de mobilité perpétuelle qui les pousse à changer de cadre et d'horizon, comme s'ils étouffaient constamment dans celui qu'ils habitent, et c'est à cette déplorable incertitude que nous devons ces étranges mutations dont tout le monde s'étonne, sauf les intéressés qui croient y voir la marque de leur talent. Saluons donc comme il le mérite ce long séjour d'un homme jeune, ardent, connaissant justement sa valeur et qui pourtant défriche avec constance le champ, d'ailleurs vaste, dont il a la charge.

L'année 1926 s'ouvrit sous les plus mauvais auspices. La livre s'élevait déjà à 130 fr. en janvier ; elle passa à 135 en février, 140 en mars, 150 en avril, 172 en mai. Les dettes extérieures s'accumulaient. L'Etat ne pouvait plus faire face à ses échéances et était contraint de relever périodiquement le montant des avances que la Banque lui consentait. Un Comité d'Experts composé des plus hautes personnalités

indépendantes et respectées était pressenti de donner son avis. Le 15 juin, le Ministre des Finances, reconnaissant son impuissance à faire renaitre la confiance, démissionnait, et Joseph Caillaux revenait rue de Rivoli. Un de ses premiers gestes avait été de demander à Emile Moreau de quitter la Banque de l'Algérie et de devenir Gouverneur de la Banque de France.

Les méfaits de la politique continuaient à exercer leurs ravages. Au cours d'une séance passionnée le Parlement renversait à nouveau le Gouvernement. Le Président de la Chambre avait quitté son fauteuil de Président pour combattre avec passion des projets dont l'avenir allait montrer qu'ils étaient indispensables. Un Cabinet Herriot était constitué, mais il ne durait que quelques jours. La livre atteignit 240 fr. Le Ministère fut renversé. L'affolement était à son comble lorsque Raymond Poincaré prit le pouvoir et se dévoua à conjurer le péril financier qui risquait de conduire notre pays à sa perte. En quelques semaines, nous assistâmes à un redressement extraordinaire qui frappa d'étonnement non seulement l'opinion française, mais l'opinion étrangère. On vit alors ce que peut la France lorsque sa direction est entre les mains d'hommes qui allient la probité intellectuelle et la sagacité technique à la passion du bien public. Le relèvement du franc fut tel que la livre retombait à 140 dès le mois de novembre, puis à 130; et il fallut alors que la Banque de France intervint pour empêcher une remontée excessive de notre monnaie qui, après les chocs précédents, eût soumis notre économie à des heurts par trop violents.

En décembre 1926 le franc était en fait stabilisé. Notre pays se remettait de la fièvre qui l'avait infecté. La politique financière contrastait à ce point avec celle qui l'avait précédée, qu'elle méritait de devenir un modèle. L'étroite collaboration du Ministère des Finances et de la Banque de France permettait le vote de la loi monétaire du 25 juin 1928 qui clôt dignement un processus d'assainissement typique. Une nouvelle définition monétaire du franc devait être donnée comme conséquence des erreurs du passé, mais le compte des avances de la Banque à l'Etat était clos de façon définitive. Emile Moreau pouvait être fier d'un pareil résultat et il signala alors l'importance décisive du geste par lequel « le gouvernement marquait sa ferme volonté

d'écarter définitivement toute tentation, tout prétexte de céder, à l'avenir, aux entraînements néfastes pour la monnaie que constituent les avances de la Banque d'Emission à l'Etat. Le Trésor, ajoutait-il, ne peut plus, en aucun cas, se rendre débiteur sur les livres de la Banque ».

On sait trop que la reconnaissance n'est pas la qualité maîtresse des foules. De misérables tractations de comités démembrièrent le Cabinet Poincaré en novembre 1928 et l'obligèrent à se retirer. Quels que fussent les résultats obtenus, le retour à la santé financière était trop récent pour n'apparaître pas précaire, et aussitôt les hommes mêmes qui venaient de contraindre Raymond Poincaré à démissionner le suppliaient de revenir. Il reconstitua, le 11 novembre 1928, un nouveau Cabinet, qui se donna pour tâche de faire voter, dans les délais les plus rapides, le budget de l'année et de régler définitivement le problème des réparations. Un Comité International se réunit à Paris, le 11 février 1929, sous la présidence de M. Young ; Emile Moreau y représentait la France. La ratification des accords fut votée le 20 juillet 1929 par le Parlement français ; après quoi, le 27 juillet, Raymond Poincaré, épuisé par ses efforts et profondément affecté par l'ingratitude dont on faisait preuve à son endroit, démissionnait définitivement. Il ne devait plus revenir au pouvoir. Il avait accompli sa tâche ; d'autres s'emploieraient à la détruire.

Emile Moreau trouvait lui aussi que sa tâche était terminée et il ne se sentait plus en mesure de participer à une politique qui n'avait plus son accord. En 1930, il quittait la Banque de France pour devenir Président de la plus grande banque d'affaires de France, la Banque de Paris et des Pays-Bas. Il occupa ses nouvelles fonctions jusqu'en 1940.

Si honorables et passionnantes fussent-elles, elles marquaient cependant aux yeux d'Emile Moreau le commencement d'une régression dans son activité professionnelle de prédilection. A vrai dire, nous pourrions ouvrir ici une seconde parenthèse pour examiner les rapports si délicats du secteur privé et du secteur public. On s'étonne parfois que de hauts fonctionnaires quittent le service de l'Etat, et certains ne comprennent pas la nature des liens, qui continuent entre personnes d'une même origine et qui restent camarades, les uns étant au service de l'Etat et les autres

à la tête d'entreprises privées. Cette surprise provient d'une vue bien bornée de ce qu'est l'intérêt public, et d'une conception bien superficielle de ce qu'est la conscience professionnelle qui marque les grands serviteurs de l'Etat. Ce n'est pas la fonction que l'on occupe, mais la façon dont on la remplit, qui est, moralement, la marque essentielle de notre activité. Celui qui, fonctionnaire ou homme politique, met ses talents au service plus ou moins indirect de ses goûts ou de ses intérêts, celui qui fait passer au premier rang de ses préoccupations les questions de personne, celui qui néglige l'intérêt général du pays au bénéfice de telles ou telles attitudes servant ses camarades ou ses partisans, celui-là n'est pas un bon serviteur de la nation, où qu'il soit placé. Tandis qu'il y a une manière de réagir à n'importe quelle question même relevant du domaine le plus privé, qui porte le sceau de l'objectivité désintéressée et du désir de servir son pays. Nous croyons, quant à nous, que cette vision si simpliste (sans doute inavouée, mais trop souvent sous-jacente), suivant laquelle l'Etat serait servi par ses fonctionnaires et desservi par tout le reste de ses nationaux préoccupés uniquement de leurs avantages personnels, provient d'une conception profondément erronée, parce qu'elle mutile la personnalité humaine dans ce qu'elle a, au contraire, de plus intimement solidaire. Le mode suivant lequel on s'exprime est incomparablement supérieur en valeur, au fond de ce que l'on exprime. Et, entre gens d'une contexture intellectuelle et morale analogue, la collaboration s'institue tout spontanément et simplement dans une parfaite noblesse d'attitudes réciproques. Pour nous, c'est même un spectacle d'une belle élégance intellectuelle que celui des rapports assez subtils se créant entre camarades d'une même école ou d'un même corps, qui s'apprécient en raison de cette commune origine, se font une confiance justifiée les uns aux autres, et respectent à la fois, de l'un à l'autre, ce qu'il y a d'autorité publique dans les fonctions de l'un, et ce qu'il y a d'efficacité et d'audace dans les tâches de l'autre. C'est à de pareils niveaux de la conscience que se reconstitue l'unité de la vie que tant de contingences extérieures s'efforcent, au contraire, de diviser et d'abaisser.

Quoi qu'il en soit de ce problème si curieux, Emile Moreau regrettait, au sein de ses nouveaux succès, les durs labeurs

des années écoulées dont il avait à la fois la nostalgie, puisqu'ils étaient consacrés plus visiblement au service de l'Etat, et un certain dégoût, puisqu'il les avait quittés persuadé d'une certaine impuissance qu'il éprouvait à s'adapter à des contingences trop étrangères à sa nature.

Bientôt devaient apparaître dans la vie de notre Collègue deux éléments nouveaux qui prirent une importance croissante dans ses préoccupations, l'un d'ordre intellectuel, l'autre d'ordre moral, si alliés fussent-ils l'un à l'autre.

Plongé dans la vie politique, en ayant subi tous les remous, et revenu de ce qu'il allait désormais considérer comme des illusions, Emile Moreau se convertit, le mot n'est pas trop fort, à la Monarchie. C'est aux environs de 1938 qu'il se convainquit de ce qui allait devenir la règle de sa vie publique, c'est-à-dire l'adhésion à l'ordre politique traditionnel de la France. Il devint bientôt le véritable et le plus ferme conseiller du Comte de Paris, qu'il allait voir dans sa retraite du Manoir d'Anjou à Bruxelles, et dont il recevait la famille quand elle venait en France. Il trouva dans cette véritable foi le repos intellectuel qu'il avait cherché en vain et qui constituait à ses yeux la certitude dont il avait besoin. Il installa dans son hôtel de la rue de Constantine le secrétariat du Prince exilé, et ne cessa de lui apporter un dévouement respectueux auquel répondait une affectueuse et confiante déférence. L'abolition de la loi de proscription au milieu de 1950 fut pour Emile Moreau une profonde joie. La première visite de Monseigneur fut pour son ami fidèle, à Paris d'abord, puis bien vite dans sa propriété de la Frissonnière où il goûta son premier et vrai contact avec la vie profonde de la France, c'est-à-dire celle du foyer, des champs et des bois de la province.

Emile Moreau était lui-même profondément attaché à son petit pays, ce qui est tout naturel pour quelqu'un cherchant toutes ses causes d'enracinement afin d'y trouver autant de raisons de vivre. Il fut maire de 1908 à 1944, ce qui prouve que ses concitoyens, comme lui-même, savaient que l'on ne fait rien en peu de temps, et que seul l'effort durable et persévérant porte ses fruits. Il aimait à évoquer le souvenir de son lointain ancêtre Dutrou de Bornier qui représenta sa province, pendant toute la Révolution, aux diverses Assemblées qui cherchaient, sans le trou-

ver, le régime propre à rétablir la continuité française.

C'est dans cette propriété qu'Emile Moreau en étroite union avec son admirable et fidèle compagne Mme Moreau, poursuivaient le plus volontiers l'autre évolution, purement morale celle-ci, qu'il avait commencée en s'éloignant de la **vie active des affaires**. Il souffrait du désordre des esprits, de l'immoralité des mœurs, de la superficialité des opinions, non pas qu'il trouvât une aggravation réelle dans l'état de la France, mais parce qu'il la comparait avec l'idéal qu'il s'en faisait, et qui était chaque jour plus élevé, plus dépouillé, plus inaccessible peut-être.

Dur à lui-même, et estimant que l'intransigeance est un hommage rendu à la vérité, notre Collègue se tournait vers les seules vérités qui ne déçoivent pas, et qui sont celles de la vie spirituelle. Son christianisme traditionnel se muait ainsi peu à peu en un catholicisme effectif et total dans lequel son âme trouvait l'apaisement que son esprit avait cherché avec tant de persévérance dans les fluctuations décevantes de la vie publique.

Sa vieillesse était alerte, mais cette apparence d'une jeunesse qui ne voulait pas abdiquer ne parvenait pas toujours à dissimuler un fond de tristesse et de découragement. Les événements de 1940 furent pour lui, comme pour tant d'autres, une épreuve effroyable qu'il ressentit au plus profond de son cœur, si pudique que l'on en percevait mal les battements. Depuis ces jours d'angoisse, il se détacha peu à peu de la vie. Il redoutait pour lui-même la déchéance dont il trouvait que son pays portait les traces, et sa vigueur ne s'accommodait pas des approches possibles d'une diminution quelconque intellectuelle et morale. Ainsi ce grand Français, ayant aimé passionnément son pays, et souffrant de ses souffrances, en arriva-t-il peu à peu à désirer la mort.

Celle-ci arriva à l'improviste et l'enleva comme probablement il l'eût souhaité, si, en cette matière émouvante, des vœux étaient permis. Il exprima la volonté de reposer chez lui, dans l'intérieur même de cette propriété qu'il a tant aimée. Les siens y ont vécu depuis près de quatre siècles. Il estimait que c'était là qu'il devait aller chercher le repos terrestre, dans cette terre au nom poétique qui évoque si justement l'ondulation des blés et des prairies sous le vent, au-dessus de la terre féconde et calme où reposent les morts.

Ses obsèques furent ce qu'elles devaient être : Recueillies, par la présence de tant d'amis qui savaient ce qu'ils perdaient et solennelles, par la pompe funèbre due à un homme ayant tenu une si grande place. Les fleurs s'accumulaient, qui disaient, simplement ou pompeusement, la pensée de l'un ou de l'autre et les couronnes rappelaient les honneurs qui appartenaient à celui qui n'était plus que poussière.

Emile Moreau était Inspecteur Général des Finances, Gouverneur Honoraire de la Banque de France, Membre de l'Académie des Sciences Coloniales, Vice-Président de la Société d'Entr'aide de la Légion d'honneur, Régent de l'Institut Catholique, Grand Croix de la Légion d'honneur. Et tous ces titres paraissaient vains et peu de chose à côté du fait, infiniment plus précieux, qu'Emile Moreau laisse à tous ceux qui l'ont connu le souvenir d'un grand Français et d'un grand Chrétien.

PROBLÈMES D'ASIE

(CONFÉRENCE DE LUCKNOW, OCTOBRE 1950)

par M. CH. ROBEQUAIN

C'est au cœur de la plaine indo-gangétique que s'est tenue cette année la Conférence générale de l'Institute of Pacific Relations, réunie précédemment à Stratford-upon-Avon en 1947. Cet organisme privé fondé aux Etats-Unis a des filiales dans de nombreux pays du monde : non seulement ceux qui ont des intérêts à défendre sur les rives du Grand Océan, car son horizon s'est élargi jusqu'aux Indes. S'étendra-t-il encore ? Les délégués indiens ayant eu l'occasion de vilipender la politique raciale de l'Afrique du Sud, on saisit les difficultés croissantes qu'il y a, dans notre petit monde angoissé, à circonscrire les problèmes.

Une centaine de délégués, environ pour moitié asiatiques (ou asiens si vous préférez) étaient donc réunis à Lucknow, choisie comme siège de la Conférence. Si Delhi, qui fut souvent celle des Grands Mogols, est maintenant la capitale de l'Union Indienne, Lucknow apparaît comme la capitale de l'Hindoustan, cette partie centrale de la grande plaine où l'invasion musulmane est venue se diluer — corps et âmes — dans la masse paysanne et dans les profondeurs des traditions indiennes. Sans doute, les principaux monuments du passé de Lucknow sont encore des mosquées aux vastes cours, flanquées de minarets, mais le site de Kapilavastu n'est pas loin où Buddha sortit du flanc de Maya-devi. Lucknow se flatte d'être la cité où les efforts les plus sincères et les plus efficaces aient été tentés pour fondre en une synthèse harmonieuse l'héritage du passé indien et les apports de l'Islam.

Le choix de Lucknow était donc d'heureux augure, et comme une invitation à la bonne volonté, à la confrontation sereine des opinions, à la concorde.

Le centre d'intérêt assigné à la Conférence était les « Nationalismes en Extrême-Orient » : en fait, dans toute

l'Asie des moussons. Sujet bien propre à susciter et à entretenir une éloquence souvent un peu prolixe, et dont les conclusions devaient relever du sentiment au moins autant que de la raison. On pouvait s'attendre à des déclarations ardentes, des proclamations passionnées. Il y en eut peu. Les discussions furent généralement courtoises, le ton mesuré, bien que l'antagonisme des deux blocs — l'occidental, le soviétique — ait constamment dominé les débats, que des critiques désagréables aient été répétées à l'adresse des U. S. A. et des nations « colonialistes » de l'Europe.

En fait, tout le monde était d'accord, les Asiens et les autres, pour reconnaître que l'époque coloniale était bien terminée en Asie : au moins l'époque de la mainmise européenne. Ainsi n'était pas entièrement exclue, dans les propos ou dans les esprits, l'éventualité d'une autre domination. Mais de nouvelles nations étaient nées. Si en Indochine le transfert des pouvoirs n'était pas encore totalement accompli (la Conférence de Pau n'était pas alors terminée), il devait l'être à très brève échéance.

Ajoutons que ni la Chine, ni l'U. R. S. S. n'étaient représentées : vides immenses sans doute. Par contre, le Japon participait pour la première fois depuis la fin de la guerre à une conférence internationale. Tous les jeunes états asiatiques, sauf le Siam étaient là dans la personne de leurs délégués, presque tous en costume européen, et beaucoup, en particulier les Indiens, parlant l'anglais avec une grande aisance.

Que de nouveaux états soient nés ou soient ressuscités dans l'Asie tropicale, c'est là un événement considérable, très certainement. Mais cela ne suffit pas. Il faut en tirer toutes les conséquences ne pas se contenter du mot ni s'en tenir à la forme. Il convient de réaliser le plus vite possible toutes les conditions et tous les témoignages de cette indépendance. Sans doute ce sont les originalités ethniques, linguistiques, religieuses qui sont le fondement des nouvelles nations. Mais celles-ci ne prouveront leur vitalité, n'assureront leur durée, ne justifieront leurs prétentions qu'en résolvant les problèmes économiques et sociaux qui se posent à elles.

Problèmes pressants, mais qui ne sont pas neufs : c'étaient les mêmes qui se posaient aux gouvernements coloniaux. Le frein le plus puissant aux progrès de ces pays, c'est la

surabondance des hommes. Nulle part au monde, la terre n'en est aussi chargée sur d'aussi grandes étendues. Cependant, dans la discussion de ce problème fondamental, on aurait pu relever déjà l'un des résultats fâcheux des récentes transformations politiques : la détérioration des services de statistique. Il n'y a plus de bons recensements dans l'Inde et le Pakistan depuis 1931, d'assez bons en Indonésie depuis 1930, en Indochine depuis 1936. Que les chiffres de population aient augmenté depuis la guerre et malgré les troubles intérieurs, c'est pourtant un fait indiscutable, sauf peut-être en Chine. L'ensemble de l'Inde-Pakistan doit avoir environ 5 millions d'hommes de plus chaque année.

Au Japon, qui avait adopté depuis longtemps les méthodes occidentales, les données sont beaucoup plus sûres. Réduit maintenant à ses quatre îles nationales et après les rapatriations massives de ses émigrants, il compte 83 millions d'habitants, et en aura sans doute 93 en 1955 : soit plus de 1500 par km² de terre cultivable.

Or, la production a baissé dans beaucoup de pays et pour de nombreuses denrées : effet des bombardements et autres ravages de la guerre, de l'abandon des ouvrages d'hydraulique agricole, des routes, des chemins de fer, des réquisitions d'hommes et d'animaux de labour. Même les pays non touchés directement par la guerre ont souffert de troubles internes. Ceux qui ont accompagné le partage de l'Inde ont entraîné le déplacement de millions d'hommes : ils sont loin d'être tous recasés. En raison de l'extension d'une culture routinière et sous l'érosion des vents et du ruissellement, les sols ont continué à se détériorer dans maintes régions soumises à des alternatives très tranchées de sécheresse et de pluies violentes. Dans cette évolution péjorative, les calamités exceptionnelles, comme les séismes de l'Assam, les inondations du Pendjab, perdent en réalité de leur importance.

S'il est des pays relativement favorisés, et avant tous les autres, le Siam, il est certain que la ration alimentaire, déjà insuffisante avant la guerre, l'est encore davantage aujourd'hui. Les importations de produits vivriers (riz, blé, etc. etc.) grèvent lourdement les balances commerciales. Sauf au Siam, celles-ci sont partout déficitaires. La compensation se fait par des prêts, des dons, des rembourse-

ment (ainsi ceux de la Grande-Bretagne endettée vis-à-vis de l'Inde pendant la dernière guerre), des dépenses exceptionnelles (comme celles du corps expéditionnaire en Indochine). Les chiffres du commerce extérieur traduisent le déclin de la production et le bas niveau de vie. Avant la guerre, l'Asie des moussons faisait les 15 % du commerce mondial ; sa part n'était plus que de 8 % en 1949.

Les témoignages de misère physiologique sont évidents dans les agglomérations urbaines comme dans les villages que nous avons pu visiter, et dans la grande plaine comme au Cachemire où la récolte du riz s'achevait lors de notre passage, sous l'horizon neigeux des pics himalayens. Pourtant la luminosité d'octobre, début de la saison sèche après le retrait de la mousson, avivant les couleurs des fruits et des fleurs sur les marchés, des turbans des hommes et des saris des femmes, fait cette misère moins morne que sous nos climats, transfigurant même les guenilles.

Les intellectuels indiens comme ceux de l'Asie du Sud-Est, proclamant leur amour de la démocratie, reconnaissent qu'il était difficile d'en faire une véritable avec des corps affamés. Cette misère s'accompagne presque partout d'analphabétisme. C'était une question insidieuse de demander aux Indonésiens, comme le fit le délégué hollandais, la date de la mise en pratique du suffrage universel. Elle a été ajournée à une date indéterminée dans les nouveaux états : ainsi dans l'Inde et le Pakistan. Aux Philippines — sans doute le pays asiatique où l'on compte le moins d'illettrés en dehors du Japon — elles paraissent n'être encore qu'une caricature de ce qu'on souhaiterait qu'elles fussent. Nehru reconnaît lui-même que le problème de l'indépendance ne vient qu'après celui de la faim. C'est là que la politique rejoint l'économique. Le prestige certain de l'U. R. S. S. auprès des dirigeants asiatiques tient essentiellement à l'espoir abusif qu'ils ont de pouvoir transposer son système économique et son machinisme dans leurs propres pays, ainsi conduits rapidement à la prospérité.

La lutte contre la surpopulation, le relèvement du niveau de vie moyen est donc l'objectif principal des nouveaux gouvernements, comme il était devenu celui des puissances coloniales. Ils ont dressé des plans quinquennaux, décennaux ou à plus long délai. L'un des plus fameux est celui de Bombay, qui vit le jour dans l'euphorie de l'après-

guerre, à l'aube de l'indépendance. Faut-il dire que les réalisations ne suivent que de très loin les projets. Ce n'est pas un fait particulier à l'Asie des moussons ; mais c'est sans doute beaucoup plus grave pour ces jeunes états.

Une question très intéressante est la part respective de l'industrie et de l'agriculture dans ces transformations. Les nouvelles nations insistent sur la nécessité d'une industrialisation rapide. Elles le font par une réaction instinctive envers le système colonial, fondé sur l'échange de denrées tropicales, exportées à l'état brut ou semi-brut, contre des produits manufacturés. Elles pensent aussi que la multiplication des usines leur permettra de prouver leurs capacités, leur dynamisme réalisateur. De plus, elles obtiendront ainsi une certaine autarcie économique qui les acheminera rapidement à l'indépendance véritable. Bien qu'on leur oppose l'exemple du Danemark, du Canada d'avant-guerre, une économie fondée sur l'agriculture leur paraît une économie arriérée, stagnante. Elles voient dans la production industrielle le seul moyen d'absorber le surplus de population que la terre ne saurait nourrir.

En fait la production industrielle reste presque partout bien au-dessous du niveau qu'elle avait atteint avant-guerre : en Chine et en Mandchourie bien plus encore qu'au Japon qui récupère rapidement depuis deux ans, en Indochine française, en Indonésie. D'autre part il y a des obstacles à une prompte industrialisation. Les réserves d'énergie et de matières premières manquent souvent : les disponibilités de l'Asie des moussons en houille, en pétrole ne semblent pas comparables à celles des U. S. A., de l'U. R. S. S., de l'Europe occidentale. La main-d'œuvre est abondante, mais souvent de faible rendement ; la pénurie de spécialistes, de personnel de maîtrise, est grande, l'enseignement professionnel encore dans l'enfance. Enfin, on n'aperçoit pas de débouchés largement ouverts aux produits manufacturés. Il est dangereux d'invoquer le précédent des pays qui ont passé de la phase agricole à la phase industrielle. Les conditions actuelles, dans l'Asie de l'Est et du Sud, sont bien différentes. L'industrialisation de l'Europe occidentale et du Japon n'a pas été soudaine. Elle a disposé de débouchés sans cesse élargis dans des contrées qui étaient en même temps fournisseurs de matières premières. Elle a certainement profité de la colonisation. Faut-il donc

que les nouvelles nations songent à coloniser à leur tour ? à pratiquer cet impérialisme qu'elles stigmatisent ? On peut ironiser sur le sujet à propos des revendications du gouvernement indonésien sur la Nouvelle-Guinée mélanésienne. Si les partisans d'une industrialisation rapide déclarent pouvoir se contenter des débouchés intérieurs, cela ne peut se concevoir sans le relèvement du pouvoir d'achat de la masse qui est en très grande majorité rurale. Ainsi évalue-t-on la population rurale de l'Inde à 80 % du total, la population vivant surtout de l'agriculture à 67 % : la différence représente surtout les petits artisans des villages qui ont déjà beaucoup souffert du développement de la grande industrie depuis le début du siècle.

La tâche primordiale est donc le perfectionnement de l'agriculture. Certains délégués l'avouent nettement : ainsi ceux du Pakistan, car le pourcentage de la population rurale est de 85 % dans la partie occidentale, de 95 % dans la partie orientale de ce singulier état. Mais c'est une tâche longue, obscure. Le machinisme ne saurait rencontrer ici le terrain favorable qu'il a trouvé ailleurs. Ces pays de foules grouillantes, d'exploitations infiniment morcelées, n'ont rien de comparable à l'U. S. A. ou à l'U. R. S. S., avec leurs vastes plaines sèches s'offrant aux évolutions des tracteurs et des « combine », leurs riches gisements de naphte.

En réalité, il s'agit de libérer et d'éduquer des masses paysannes très attardées. Les éduquer : c'est-à-dire multiplier partout les écoles primaires et l'enseignement post-scolaire, créer un corps de moniteurs agricoles dévoués, consciencieux, efficaces ; apprendre au paysan à sélectionner ses semences, à mieux user des engrais, à étendre par de minutieux travaux le bénéfice des grands réseaux d'irrigation et de drainage construits par les Européens, améliorer le petit outillage de ferme, assurer une meilleure liaison entre l'agriculture et l'élevage, se préoccuper moins empiriquement de la conservation des sols. On peut mesurer la difficulté de cette éducation en lisant cet extrait de presse (1), du 22 novembre dernier : des Indiens, mécontents des mesures prises par le gouvernement en vue de la destruction des sauterelles, ont tenté de secourir ces

(1) *Le Monde*, 22 novembre 1950.

sympathiques acridiens en jetant une « chaussée affectueuse » faite de branchages au travers d'une rivière ; ailleurs même, on a poussé la complaisance jusqu'à construire un chemin pour leur permettre d'accéder plus facilement à des récoltes particulièrement prometteuses ; une bande de paysans ayant lancé un raid sur un dépôt d'insecticide et attaqué des équipes de destruction, trente d'entre eux ont été emprisonnés. On rappelle que l'hindouisme, comme le bouddhisme, invite ses fidèles à ne détruire aucune créature. Et en somme, à la réflexion, faut-il continuer à rire, et même se moquer ? Je laisse à chacun le soin d'en décider. Mais la transformation de l'agriculture ? la promotion du paysanat ?...

La conservation des industries villageoises, possible et raisonnable si on les perfectionne, doit y contribuer. On peut prendre exemple sur le Japon où les moyens et petits ateliers, disposant souvent de l'électricité, tiennent encore une grande place. L'amélioration des transports est capitale aussi : en dehors de quelques grandes routes, il n'y a souvent que des pistes accessibles aux lents chars à bœufs ou à buffles, voire même seulement aux animaux de bât ou au portage humain. Je conserve un souvenir particulièrement déplaisant des hommes courbés sous les charges ou hâlant des charrettes sur les chemins du Cachemire.

Le paysanat a aussi grand besoin de réformes sociales et foncières. L'extrême morcellement des exploitations est constamment aggravé par le jeu des héritages et l'accroissement de la population : dans l'Est Pakistan par exemple, il n'y a que 40 ares de sol cultivé, répartis d'ailleurs en plusieurs lopins, par tête de population rurale. Le paysan est rarement indépendant. Ces petites exploitations appartiennent généralement à de gros propriétaires absenteïstes, dont les biens peuvent s'étendre au territoire de plusieurs villages. Dans le Pendjab (Ouest Pakistan) plus de 50 %, dans le Sind (*id.*) 90 % des terres cultivées appartiennent à des « landlords » non cultivateurs eux-mêmes. C'est là un problème plus ou moins grave, mais qui se pose presque partout dans l'Asie des moussons. Le tenancier n'a pas de sérieuses garanties : il est à la merci des agents collecteurs de taxes, des intermédiaires de toute sorte, souvent à la fois commerçants et usuriers, qui profitent de son ignorance et de son isolement.

La coopération apparaît comme un bon remède à l'asservissement du paysan. Les premières institutions de crédit agricole et les premières coopératives villageoises avaient été fondées sur l'initiative et avec le concours européen dans l'Asie tropicale. Il en est fort peu encore qui fonctionnent comme des organismes de libre mutualité.

Pour réaliser toutes les réformes désirables, même les plus urgentes, les nouveaux états ont besoin de l'aide étrangère. Ils ne se font pas faute de la réclamer. Mais tendant une main, ils retirent l'autre. Je veux dire qu'ils n'accordent qu'avec parcimonie, réticence, méfiance, les garanties de sécurité et d'honnête rémunération, voire même de simple reconnaissance que les prêteurs semblent pouvoir exiger. En fait, depuis la dernière guerre, l'Asie des moussons n'a reçu que de très faibles investissements étrangers, et qui sont allés surtout dans des entreprises commerciales. Au contraire, on a assisté à la retraite d'une partie considérable des capitaux antérieurement investis. La Chine, l'Indochine française, la Birmanie ont été particulièrement frappées, en raison de leur situation intérieure. Faut-il rappeler le reflux de Chang-Hai sur Hong-Kong ? Les transferts opérés de l'Asie des moussons vers d'autres continents ? Les grosses pertes britanniques, néerlandaises, françaises, ne sont pas pour encourager de nouveaux investissements. Entre 1945 et 1949, les capitaux étrangers sont allés bien plus vers les pays évolués que vers les « backward areas ». Et quant à l'avenir, les projets ne font pas à ces derniers une grande part.

D'un voyage dans l'Asie des moussons, l'observateur ne rapporte pas que des opinions pessimistes. L'Inde par exemple n'est nullement dans la situation chaotique que beaucoup redoutaient. Mais, à la réflexion, on est frappé par une sorte de désintégration. Cela semble paradoxal à qui rappelle les centaines d'états qui formaient l'Empire des Indes. Mais y a-t-il jamais eu dans le domaine britannique en Asie une frontière aussi difficile à traverser que celle séparant aujourd'hui l'Union indienne du Pakistan ? par exemple entre Lahore et Amritsar, dans le pays des Sikhs ? Il convient de souligner ici les difficultés que les usines de l'Hougli ont à s'approvisionner en jute pakistanaï, et le Pakistan en charbon de l'Inde, absurdement remplacé par de la houille polonaise ou américaine. Les

pays sous administration britannique formaient un bloc relativement cohérent de l'Inde à la Malaisie, par Ceylan et la Birmanie. Il y avait entre eux échanges de marchandises : la Birmanie était le grand fournisseur de riz. Il y avait aussi des migrations humaines : l'exode des travailleurs tamouls vers les plantations de Ceylan et de la Malaisie, vers la rizière birmane contribuait à soulager l'Inde de ses excès de population. Ces mouvements sont beaucoup plus malaisés aujourd'hui. On pourrait faire des remarques analogues pour les anciens domaines néerlandais et français. L'Indochine, malgré nos efforts, est menacée de perdre rapidement la cohésion que nous avons su lui donner, en dépit de sa diversité ethnique. La République indonésienne a réussi à brider provisoirement les velléités séparatistes. Celles-ci n'en subsistent pas moins. Pourtant Java ne saurait résoudre ses problèmes sans la collaboration des autres îles, les anciennes « possessions extérieures ».

A qui veut régler raisonnablement les affaires du monde, il est sûr que les nationalismes opposent de terribles difficultés. Nous modérerons nos critiques envers les jeunes états d'Asie lorsque nous aurons repris conscience de notre incapacité déplorable à faire l'Europe.

Pour en revenir à l'Asie, notons que les volontés d'autarcie économique dans le cadre des nouvelles nations se concilient mal, au moins provisoirement, avec leurs appels à l'aide étrangère. On ne peut pas en même temps ouvrir largement ses frontières aux capitaux indispensables et les fermer aux importations de produits dont les prêteurs auraient un excédent,

D'autre part les programmes d'industrialisation ne font pas le bonheur du Japon dont les délégués à la Conférence, pour la plupart hommes d'affaires, reprenaient, sans prononcer les mots, modestement, sur le plan pacifique, le thème de la Grande Asie orientale, de la sphère de coprosperité. Le Japon, privé de son Empire, très incertain de l'avenir de la Chine, anxieux de nourrir ses masses humaines que le « birth control » ne suffit pas à limiter, ne voit son salut que dans le développement de son activité industrielle, grâce aux matières premières et aux débouchés de l'Asie des moussons, surtout de l'Asie du Sud-Est.

Tels sont quelques-uns des problèmes qui furent posés et discutés à la Conférence de Lucknow. Il y en eut bien d'autres. Un sujet aussi vaste que « Les nationalismes en Extrême-Orient » invite et oblige même à parler de tout. Je ne prétendrai pas que ces problèmes ont été réglés : vous auriez bien raison de ne pas me croire. C'est déjà un résultat que d'en mieux connaître les données, d'entrer en liaison confiante avec les hommes qui ont le plus d'intérêt à les résoudre, de connaître leurs opinions, d'enregistrer les réactions de leur intelligence et, mieux encore, de leur extrême sensibilité. Laissez-moi dire, pour terminer, que la Conférence de Lucknow a été pour moi une expérience passionnante.

M. BRENIER. — Je voudrais seulement une précision au point de vue de la population. Autrefois, j'entendais parler de 400 millions de Chinois ; j'ai vu qu'on disait maintenant 400 à 600 millions.

M. ROBEQUAIN. — On peut hésiter, en effet, entre 400 et 600 millions. Dans la Chine et tous ces pays intéressés à la Conférence de Lucknow, il y a à peu près la moitié de l'humanité, soit 1 milliard 200.000. Il y a là deux grands blocs, et entre les deux l'Indochine, la Birmanie, le Siam, l'Indonésie, qui font à peu près 150 millions. Par conséquent, dans ces pays qui s'offrent à la convoitise des deux blocs, il n'y a que 40 habitants au kilomètre carré. Il y a un appel depuis très longtemps dans l'histoire, et cet appel continuera à s'exercer dans l'avenir, et dominera la politique étrangère des Etats de l'Asie du Sud.

Les opinions de l'Inde à propos de la Russie ont changé, depuis que les Chinois sont arrivés au Tibet...

M. BRENIER. — J'allais justement demander à M. Robequain s'il a eu des échos de l'invasion...

M. ROBEQUAIN. — Non, car elle a commencé tout à fait à la fin de la conférence de Lucknow. Quel était l'état d'esprit des Indiens ? Ils n'ont rien dit. Depuis le début de cette campagne, ils ont pensé que les Chinois s'arrêteraient peut-être avant d'arriver à Lhassa. Mais, dans l'ensemble, ils étaient très favorables à la Chine. Ils reprochaient aux Etats d'Occident de ne pas comprendre la Chine, pas plus qu'ils ne comprenaient l'Inde. Ils étaient très défavorables — il faut le dire — au Gouvernement Bao Daï. On a eu beau leur dire qu'ils nous indiquent qui mettre à sa place, et que si nous quittons, c'était de nouveau la route ouverte aux armées chinoises et peut-être russes un jour jusque vers Singapour, comme les Japonais s'étaient annoncés par là en 1941, ils n'ont pas voulu en démordre.

Quant à l'invasion, on en a fort peu parlé. En tout cas, il est

certain que la politique française en Indochine n'est pas populaire..

UN MEMBRE. — Je voudrais demander au conférencier s'il y a un rapport entre la conférence qu'il nous a si parfaitement décrite, et celle qui s'est tenue en Nouvelle-Zélande.

M. ROBEQUAIN. — Il n'y a aucun rapport ; c'est une institution privée qui ne s'occupe que de politique extérieure pour les pays du Pacifique.

UN MEMBRE. — Une autre question. Vous nous avez dit, à propos de la nécessité d'améliorer les conditions extérieures de vie, l'amplication que l'Inde devienne la langue universelle. Mais, il y a quand même des parties où l'on emploie les langues indo-européennes, le bengali, par exemple. Est-ce que les Bengalais sont disposés à accepter l'hindi ?

M. ROBEQUAIN. — Je vous ai parlé de cela, mais je ne crois pas que cela se fasse rapidement. Ce sera très long, si ça se fait. C'est, en tout cas, une tendance qui est générale. En Indonésie, les Indonésiens essaient de forger une nouvelle langue, qu'on appelait le malais de bazar, très simplifié dans sa syntaxe et sa grammaire et qui a été répandu par la colonisation hollandaise partout. Il y a également une langue plus riche, la langue littéraire javanaise de Sumatra, et même des langues étrangères, comme l'anglais et le hollandais. Pour l'instant, en tout cas, ils fabriquent des vocabulaires et des dictionnaires, et ils essaient d'en faire la langue d'enseignement, la langue de culture et d'échange.

Déjà, ils veulent faire un baccalauréat, pour lequel le français est considéré comme une langue étrangère.

UN MEMBRE. — Au point de vue de l'écriture, que se passe-t-il ?

M. ROBEQUAIN. — Une écriture s'apprend beaucoup plus facilement.

UN MEMBRE. — Vous nous avez dit qu'il y avait 10 millions de Chinois dans toute l'Asie du Sud-Est..

M. ROBEQUAIN. — En Indochine, le nombre paraît avoir doublé depuis 1939. J'ai vu Cholon avant d'aller dans l'Inde cette année, et la ville de Cholon grouille de Chinois ; il y en a peut-être 500.000. Il paraît que c'est grâce à une licence d'émigrer à leur volonté, en échange de leur évacuation de la partie Nord de l'Indochine qu'ils ont occupée avant que nos troupes n'arrivent. Il paraît que c'était une clause plus ou moins secrète de notre traité avec eux. C'est là une question très grave, parce que ce sont là des gens dont on ne voit pas très bien comment on pourrait se passer, en raison de la carence des indigènes dans certains métiers...

UN MEMBRE. — Et au point de vue commercial aussi...

M. ROBEQUAIN. — Et puis, les Chinois ne se laisseront pas faire ; ils résisteront. Si on les voit dans leur action contre les Etats-Unis, ils vont constituer un Etat extrêmement dangereux.

M. Albert SARRAUT. — Je m'excuse de prendre la parole sans aucune préparation, car je suis ainsi fait, qu'il me faut un certain temps pour voir dans une situation.

Mais à la vérité, si je dois ici exprimer un sentiment personnel et sommaire, je peux dire que je suis satisfait d'avoir été à la Conférence de Pau, et d'avoir fait en sorte qu'elle ait pu éviter les ruptures qui étaient possibles, et je suis heureux de l'occasion de vous donner de meilleurs renseignements que la presse quotidienne. Il y a, actuellement, une caractéristique qui s'accroît de plus en plus dans l'esprit de mon pays, c'est la nonchalance qui fait que l'on s'incline et que l'on se contente des affirmations que donne une presse à gros tirage. Chaque fois qu'il s'agit d'aborder des sujets un peu ingrats parce qu'ils sont juridiques et techniques, on les réduit à la portion la plus congrue, de telle manière que la population française ne peut pas être instruite.

Pour réduire aux formes les plus simples — pour lesquelles je m'excuse encore une fois d'avoir recours à l'improvisation, étant donné que je ne m'attendais pas à avoir l'honneur de prendre la parole —, la situation dans laquelle, en 1948, mon pays, la France, avait formulé une déclaration d'indépendance qui concerne les trois Etats, le Viet-Nam, le Laos et le Cambodge, il a fallu donner suite à cette affirmation ; de là ce qu'on a appelé les accords de 1949 qui ont été passés entre le Président de la République, Président de l'Union Française, et d'autre part les souverains des Etats appropriés, accords en vertu desquels la France s'est engagée à faire progressivement la cession des anciens attributs de souveraineté aux pays qu'elle avait émancipés.

Et, en effet, l'année 1948, l'année 1949 et une partie de l'année 1950 ont été consacrés par les hautes autorités françaises de l'Indochine à transférer aux pouvoirs locaux, aux souverainetés locales, les droits, les privilèges et les prérogatives ainsi que les attributions que possédait la France. De telle manière que la Conférence de Pau a seulement parachevé la chose ; seulement, c'était un peu difficile, étant donné qu'il s'agissait de ce qui intéresse particulièrement — je ne dirai pas l'avidité, je cherche des termes atténués —, mais enfin l'intérêt naturel, matériel, bien compris des populations, c'est-à-dire les translations à faire dans les domaines économiques et financiers, parce que sont les domaines qui rapportent, qui remplissent les caisses des Trésors, des souverainetés nationales.

C'est ainsi que je me suis trouvé en présence d'un double problème dont la solution m'a demandé cinq mois de travail, mais j'ose dire qu'il se présentait dans des conditions tellement difficiles qu'il m'est arrivé de ne pas souhaiter à mon pire ennemi la corvée dont j'étais chargé, et à laquelle j'ai consacré cinq mois, à la dose moyenne de 12 à 15 heures par jour, ce qui est peut-être un peu excessif pour un homme de 78 ans.

Le problème se posait comme ceci : il fallait d'une part faire disparaître de l'état d'esprit des interlocuteurs la suspicion, avec laquelle ils étaient arrivés à Pau, qu'à la faveur des conventions nouvelles qui devaient être conclues nous allions nous ingénier à recréer l'ancien protectorat qui devait être supprimé, et qu'en fin de compte, suivant la formule dont je me suis servi hardiment, nous allions les laisser sortir des anciennes palissades du protectorat pour les faire entrer dans la clôture d'une nouvelle résidence surveillée. Ils ont été saisis de cette crainte-là dès le début, et je l'ai retrouvée à tout instant et à toute heure. Mon devoir était de la faire disparaître, étant donné que je voulais jouer le jeu de la France loyalement, parce que je considère que quand un pays comme la France a donné sa parole, il doit la tenir.

D'autre part, et en même temps, j'avais le devoir et le droit d'être attentif à certains droits éminents de la France et de sauvegarder dans la translation des pouvoirs tout ce qui pouvait intéresser d'une façon respectable et indiscutable les droits de l'Union Française, dont la France était la mandataire. Et alors toute la difficulté de l'opération, que je crois avoir réussie — je m'excuse de le dire, mais je crois que je le peux —, a consisté à faire disparaître les craintes au sujet de la reconstitution de l'ancien protectorat, certes, mais à tenir bon sur les terrains où notre cause est juste et légitime, pour faire respecter les droits de la France, de manière que, dans les actions qui allaient intervenir par la suite, nous ne soyons pas comme des parents pauvres et honteux. Cela, je ne l'aurais jamais accepté.

J'ai cédé là où fallait céder. Après des épreuves sans nombre, où j'ai pu apercevoir chez certains interlocuteurs ce que je me garderai bien d'appeler la « duplicité asiatique », car j'ai toujours protesté contre cette expression, mais la dialectique, la subtilité, se caractérisant par une sorte de génie merveilleux en ce qui concerne l'emplacement des virgules, des tirets et des parenthèses, nous avons consacré à certaines questions qui auraient dû demander 8 ou 9 jours, quelquefois 45 ou 50 jours, comme la question du Port de Saïgon, étant donné que chaque fois les délégations étaient obligées de demander leur solution à leur Gouvernement. Nous sommes finalement arrivés, tout de même, à un ensemble de solutions d'une qualité telle qu'après avoir été sur le point de rompre les travaux — qui ne l'ont pas été, en fait, parce que je me suis découvert, à un âge qui commence à être plus que mûr, une patience qui n'était pas précisément contenue dans les traits du caractère que l'on me prête —, je suis arrivé à arranger les choses dans des conditions telles que la Conférence de Pau s'est terminée dans un véritable accès d'enthousiasme, et que j'ai reçu de tous les Gouvernements intéressés vietnamiens, de Bao Daï, des invitations à aller moi-même là-bas participer à la signature des accords, pour me remercier de tout ce que j'avais fait pour la cause de l'indépendance.

Nous sommes donc arrivés à des textes qui ont été unanimement acceptés ; nous sommes arrivés au consentement mutuel et réciproque, c'est parfait. Seulement, ce sont des textes, et il s'agit de

savoir maintenant ce que sera l'application, non pas en ce qui concerne les intérêts français, car de ce côté-là nous avons pris toutes les précautions nécessaires. Et encore une fois, ce ne sont pas des précautions de pions de collège. Je me suis efforcé de faire disparaître cette impression que, pour la vie future de ces Etats que nous avons rendus indépendants, il n'y aurait pas dans chaque corridor, dans chaque placard, derrière chaque encoignure, un flic français, qui serait là pour surveiller le déroulement de leur existence. Ils veulent et ils aspirent à la liberté, et nous la leur laissons. Nous défendons simplement les intérêts qui doivent être sauvegardés. Nous avons droit à certains égards dans le moment où comme je le leur ai fait remarquer, nous dépensons des millions pour nous battre non pas pour nous qui avons abandonné notre patrimoine, mais pour leur peau, leur vie, leur liberté.

Nous verrons, de ce côté-là, comment les choses se passeront. Nous verrons comment ces jeunes, qui ne sont pas accoutumés au souffle du large, conduiront leur barque. Nous resterons à côté d'eux pour les aider, pour les conseiller, pour les seconder. Ils ont été les premiers à réclamer, et à dire qu'ils avaient besoin de nos services de maîtrise et de nos techniciens.

Je crois donc, Messieurs — et ce sera ma conclusion —, qu'il faut continuer de jouer le jeu loyal. Ce qui a fait la situation difficile en Indochine — mais la partie n'est pas perdue —, depuis 1945, nous ne savions pas ce que nous voulions faire, nous n'avions aucune idée précise, les hommes qui étaient au Pouvoir, au lieu de se renseigner auprès des gens ayant quelque capacité, ont voulu faire du neuf et du raisonnable, et ils ont finalement fait quelque chose de déraisonnable. Cela s'est passé ainsi pendant trois ou quatre années, et nous avons donné ainsi l'impression qu'on ne pouvait pas avoir confiance en nous.

A l'heure actuelle, c'est fini, il faut faire de la politique franche, nette et loyale, qui ne sera pas « ostensible ». Un délégué annamite s'est servi de cette expression : « Nous avons besoin de la présence française, elle nous est indispensable, mais il faut qu'elle soit invisible, il faut qu'elle soit en plexiglass. » C'est une affaire entendue, et c'est la chose essentielle dans notre intérêt propre.

Je me garderai bien d'aborder l'autre question, l'affaire politique et l'affaire militaire. Mais, pour l'heure, il suffit du sujet dans lequel mon effort devait être circonscrit, c'est-à-dire une conférence qui devait compléter l'application des accords déjà faits, accords de 1949. Je crois qu'avec certaine peine, certaine difficulté, nous sommes arrivés à obtenir un résultat heureux, que la France, après la conclusion de cette conférence aura reconquis un peu plus de prestige et d'autorité auprès des populations. Je crois que ce n'est pas là un mauvais résultat.

M. le Président MICHEL-CÔTE. — Je suis très heureux, M. le Président, de voir que mon invite a réussi. Elle me permet et elle permet à nos confrères de vous féliciter et de vous remercier d'avoir tiré parti d'une situation qui n'était évidemment pas facile.

PRÉSENTATION D'OUVRAGES

M. G. GRANDIDIER. — Dans la séance du 21 juillet dernier M. l'Inspecteur général des colonies Gayet, a fait l'éloge du dernier ouvrage que M. Tran Van Tung venait de publier et au cours de cet éloge a rappelé les œuvres antérieures de cet éminent patriote vietnamien. Deux de ces œuvres sont venues enrichir notre bibliothèque, je tiens à en remercier leur auteur, elles datent de 1946, l'une a pour titre : *L'Annam, pays du rêve et de la poésie* ; dans la lettre-préface que M. Paul Claudel a rédigée il y a cette phrase que je tiens à vous lire et qui symbolise tout l'enthousiasme dont le livre est imprégné : « Je crois fermement à la beauté et à la sainteté du mariage qui s'est fait entre votre pays et le nôtre, votre âme et la nôtre ».

La seconde est un roman *Bach-Yen ou la Fille au cœur fidèle* qui est un hymne à l'amour et à la gloire éternelle de l'Annam en même temps qu'une évocation des mœurs de ses habitants.

L'Institut de géologie de Milan a publié un très beau volume de M. Ardito Desio. *Le Vie della Sete* sur lequel il importe d'attirer l'attention des membres de l'Académie ; c'est le récit d'explorations dans la partie du Sahara située au Sud de la Tripolitaine, explorations qui se sont échelonnées pendant une dizaine d'années à partir de 1930 et qui avaient pour points de départ Tripoli, Benghazi ou Misurata ; elles s'étendaient jusqu'au cœur du désert, atteignant le Fezzan, le Tibesti ou longeant la région côtière à l'Est. Les observations scientifiques recueillies par l'auteur tant sur la constitution du pays que sur les habitants et leurs mœurs sont très poussées ; je regrette que mes notions trop faibles en italien ne me permettent pas de les exposer en détail, je m'en excuse ; l'illustration fort abondante est d'une qualité et d'un intérêt indiscutables.

Mme FOLMER. — *Le Monde noir*, tel est le titre d'un numéro spécial que la « Revue africaine » a consacré à l'étude des choses et des gens du continent africain.

M. Monod avec toute l'autorité que lui confère sa connaissance de l'Afrique et plus particulièrement de l'Ouest africain nous présente cet ouvrage pour lequel il a réuni les collaborateurs les plus variés appartenant non seulement à des races et

des religions différentes, mais aussi de nationalité très diverse : U. S. A., France, Dahomey, Grande-Bretagne, Grèce, etc...

Son plan consistait à nous éclairer sur la personnalité de l'homme noir, dans ce qu'il peut avoir de spécifique. Ethnologue, professeur, missionnaire, zoologiste, tous ont apporté le meilleur de leur connaissance, de leur expérience d'une Afrique touchée par tant de courants humains qui aboutit à la répartition actuelle de ses populations.

A la littérature, la musique, la poésie succèdent les études substantielles de MM. Griaule, N'goma, Adande sur la sagesse et l'esprit du noir, puis une quatrième partie consacrée « au monde noir dans ses rapports avec les autres », dont il faut signaler la très subtile conclusion de L. Senghor... « Subir ou choisir ? » Que le lecteur ne redoute ni l'aridité, ni la longueur de ces pages, il goûtera bien au contraire la révélation de cette civilisation différente de la sienne sur laquelle il se penchera plus volontiers lui donnant « ses propres fleurs, ses propres fruits » et recevant ses richesses dans « un esprit mutuel de loyale « cotisation au fonds commun de la Société Terre et C^o... ».

Ces 25 ans d'aventure de M. Lécorché se déroulent en Extrême-Orient, d'où il nous ramène un carnet de route précieux à bien des égards.

Il s'agit uniquement de l'histoire d'une ligne de chemin de fer. Suite de « Tours Eiffel » couchées audacieusement en travers des ravins de haute montagne, de petits « Simplons » taillés en pleine éponge minérale dans une nature surprenante qu'il fallut sans cesse reconstituer, cette œuvre inouïe donne la nostalgie de mieux connaître ceux qui l'ont entreprise. L'auteur montre, devant cette épopée, la modestie des techniciens et ne nous donne de ce conflit avec la matière que ce reste de saveur qu'il est permis au touriste de goûter.

Cette ligne est une concession, avec sa police et son rôle politique ; elle réunit le sud de la Chine à ce que fut l'Indochine, cul-de-sac où se liquidaient et se reconstituaient les armées malchanceuses, où tout soldat licencié devenait un pirate, où tout pirate pouvait redevenir soldat. Et la voie audacieuse est le seul drain vers des côtes plus calmes où règne encore « la Paix romaine ».

Ce qui étonne dans ce carnet de route, c'est une sérénité surprenante devant l'in vraisemblable amas de circonstances et de convoitises qui environnent cette entreprise si hardie et dont M. Lécorché nous donne surtout le pittoresque, notant au passage l'héroïsme comme un fait normal.

Œuvre de défense d'un technicien épris de son rôle contre

certaines représentations de la Compagnie à laquelle il a consacré ses forces, ce livre dans sa vivante sobriété explique aussi le drame des années récentes dont l'auteur fut aussi la victime puisqu'après vingt-cinq années de collaboration, la Compagnie devait le prier de quitter le « Chemin de fer du Yunnan » sans espoir de renouvellement de contrat.

Le Gouvernement général de l'Algérie, par l'intermédiaire de la direction des Ministères de l'Intérieur et des Beaux-Arts, adresse un ouvrage de M. Reygasse, intitulé *Monuments funéraires préislamiques de l'Afrique du Nord*, fruit des recherches de l'auteur, archéologue doublé d'un savant et d'un explorateur infatigable puisque pendant un quart de siècle il parcourut le Sahara recherchant les monuments funéraires et effectuant le relevé des stations préhistoriques, gravures et peintures rupestres qui feront l'objet d'une autre publication, comme nous le laisse espérer M. Grenier, préfacier de l'ouvrage.

C'est dans le cadre du Musée du Bardo, récemment réinstallé que nous aimerions admirer les collections si évocatrices réunies par M. Reygasse, mais le nombre et la beauté des planches qui illustrent son ouvrage nous permettent de suivre aisément les observations de l'auteur sur les lieux des sépultures qu'il nous présente.

De nouvelles fouilles s'imposent, affirme M. Reygasse, et d'ajouter : « Le temps n'existe pas dans l'infini du Sahara... ». Souhaitons lui de trouver l'appui qu'il mérite pour poursuivre ses travaux et continuer une œuvre admirablement commencée.

C'est à Makogaï, une des plus belles îles du Pacifique Sud que le Parlement des Fidji décida d'installer une léproserie où la France devait encore laisser le souvenir ineffaçable des apôtres qu'elle délégua pour réaliser cette œuvre magnifique qui consistait à assister, à ouvrir la porte sur l'espérance à ces ensevelis vivants, les lépreux.

Religieuses du Tiers Ordre de Marie, Pères Maristes devaient apporter tout le dévouement, toute l'abnégation nécessaires à « cette inhumaine séparation d'avec le monde des vivants normaux ».

C'est la vie du Père Nicouleau que retracent les auteurs J. Thérol et P. O'Reilly, vie combien édifiante que celle de l'aumônier de Makogaï qui devait mourir de la lèpre, là où il avait tant donné, résigné à la volonté de Dieu. Il y a beaucoup à glaner dans ce résumé symbolique de l'œuvre de ce missionnaire et, en évoquant son souvenir nous rendons hommage à l'action catholique qui a si largement participé au rayonnement de la France dans les territoires lointains.

BIBLIOGRAPHIE

- DOLLFUS (Robert Ph.). — *Trematodes récoltés au Congo belge par le professeur Paul Brien (mai-août 1937)*. Tervuren (Belgique). Annales du Congo belge, 1950, C. Zoologie, in-folio, pp. 1-136 avec illust.
- ****. — *Atlas du Katanga*. Bruxelles, juin 1950, fasc. 4, pp. 259-309 texte, cartes et phot. (Don de l'éditeur).
- RASTOIN (Edouard). — *Le rôle de l'Afrique dans l'organisation de l'Union économique européenne*. Marseille, Chambre de Commerce, 13 oct. 1950, in-8°, 56 pages (Don de l'auteur).
- THEROL (Joseph) et O'REILLY (Patrick). — *Sainte Souffrance, Héros et Martyrs de la lèpre*. Paris, Nouvelles éditions latines, 1950, in-12, 125 pages avec phot. (Don des auteurs).
- SOUCADAUX (Haut-Commissaire de la Rép. fr. au Cameroun). — *Discours à l'ouverture de la session budgétaire de l'Assemblée représentative du Cameroun*. Yaoundé, 30 sept., 1950, in-8°, 56 pages (Don de l'auteur).
- ****. — *Les camions de cinéma et de radio pour l'éducation de base*. Paris, Unesco 1949, in-8°, 204 pages avec phot. et croq. (Don de l'Unesco).
- MILLIOT (Louis). — *La conception de l'Etat et de l'Ordre légal dans l'Islam*. Paris, Lib. du Recueil Sirey, 1949, in-4°, pp. 595-687 avec port. (Don de l'auteur).
- ****. — *Le monde noir*. Paris, n° spécial 8-9 de Présence africaine, 1950, in-8°, 446 pages avec illust. (Don de l'éditeur).
- TRAN VAN TUNG. — *Bach-Yeh ou la fille au cœur fidèle*, roman, Paris, J. Susse édit., 1946, in-12, 231 pages (Don de l'auteur).
- *L'Annam, pays du rêve et de la poésie*. Paris, J. Susse édit., 1945, in-8°, 96 pages avec phot. (Don de l'auteur).
- LÉCORCHÉ (M.). — *Vingt-cinq ans d'Indochine et de Yunnan. Souvenirs (1919-1943)*. Toulouse. Ed. Privat édit., 1948, in-8°, 286 pages avec carte et illust. (Don de l'auteur).
- REYGASSE (Maurice). — *Monuments funéraires préislamiques de l'Afrique du Nord*. Paris, Arts et Métiers graphiques édit. Gouv. gén. de l'Algérie, 1950, in-4°, 134 pages avec pl. et cartes (Don de M. le Ministre M. E. Naegelen. gouv. gén. de l'Algérie.)
- DESIO (Ardito). — *La vie della Sete — esplorazioni sahariane*. Milan, Editore Ulrico Hoepli, 1950, in-4°, 336 pages avec carte et phot. (Don de l'Istituto di geologia de l'Università de Milan).

- SAINT-SEINE (P. de). — *Contribution à l'étude des Vertébrés fossiles du Congo belge*. Tervuren, Belgique, Annales du Musée du Congo belge, 1950, vol. 5, in-4^o, 32 pages avec fig. (*Don de l'éditeur*).
- SWINTON (W. E.). — *On Congosaurus Bequaerti, Dollo*. Tervuren, Belgique, 1950, vol. 4, in-4^o, 90 pages avec pl. (*Don de l'éditeur*).
- PRIGOGINE (A.). — *Détermination de la teneur en or amalgamable*. Bruxelles, Inst. roy. col. belge, 1950, in-8^o, 57 pages avec graph. (*Don de l'éditeur*).
- HULSTAERT (G.). — *Carte linguistique du Congo belge*. Bruxelles, Institut roy. col. belge, 1950, in-8^o, 67 pages avec carte (*Don de l'éditeur*).
- BOUILLON (Albert). — *Bibliographie des Schistosomes et des Schistosomiasés (Bilharzioses) humaines et animales de 1931 à 1948*. Bruxelles, Inst. roy. colon. belge, in-8^o, 141 pages (*Don de l'éditeur*).
-

COMPTE RENDU
DE LA SÉANCE DE L'ACADÉMIE
DU 1^{er} DÉCEMBRE 1950

La séance est ouverte à 15 h. 10 sous la présidence de M. Charles MICHEL-CÔTE.

Présents : MM. MICHEL-CÔTE, MERCIER, BLONDEL, Gouv. Gén. OSWALD DURAND, ROBEQUAIN, VATIN-PÉRIGNON, Georges CÆDÈS, D^r Noël BERNARD, Pasteur LEENHARDT, Louis MILLIOT, Général de BOISBOISSEL, Léon BARÉTY, Jean d'ESME, Emile PRUDHOMME, BARQUIS-SAU, GISCARD d'ESTAING, LIORÉ, Jean MARIE, René BOUVIER, D^r GIRARD, Victor CAYLA, G. GAYET, LARNAUDE, René PINON, Albert SARRAUT, Henri BRENIER, SAURIN, LAPRADE, Général AZAN, Amiral LACAZE, GERBINIS, René TOUSSAINT, Paul CARTON, Gouv. GÉRAUD, D^r RADAODY-RALAROSY, DECARY, Michel-Auguste TOUSSAINT, Amiral LE BIGOT, G. GRANDIDIER.

Excusés : D^r MATHIS, Général HURAUULT, Gouv. Gén. DELAVIGNETTE, REIZLER, Henry SOLUS, DURAND-RÉVILLE, de LACHARRIÈRE, GHEERBRANDT, René POTTIER, FROIDEVAUX, CANDACE, MÉRAT, HUMBERT, DEVINAT, M^{lle} de BLONAY, M. SPAS.

M. le Secrétaire perpétuel donne lecture du procès-verbal de la précédente séance, celle du 17 novembre, qui est adopté sans observation.

Après avoir remercié M. Ed. Giscard d'Estaing du bel éloge qu'il vient de consacrer à la mémoire de M. le Gouverneur E. Moreau, le

(Voir le texte de cette Notice page 737).

Président souhaite la bienvenue à deux Correspondants nouvellement élus et qui assistent pour la première fois aux séances de l'Académie, MM. Michel Auguste Toussaint, directeur des archives de l'île Maurice et le Docteur Radaody-Ralarosy, de l'Institut Pasteur de Tananarive. Il donne ensuite la parole à M. le Prof. Ch. Robequain pour sa communication sur : *Problèmes d'Asie (Conférence de Lucknow, octobre 1950).*

*(Voir le texte de cette communication
et des renseignements qui l'ont suivie page 746).*

Le Secrétaire perpétuel signale la vente de livres qui aura lieu le 7 décembre au profit de l'Association des Ecrivains de la Mer et d'Outre-mer, œuvre à laquelle plusieurs des membres de l'Aca-

démie s'intéressent, puis il donne communication des dates prévues pour les séances de l'année 1951, le tableau en est approuvé.

Il est ensuite procédé au dépouillement du scrutin pour l'élection de deux membres titulaires et d'un membre non résidant ; il y a 46 votants.

Au siège de M. Morard, M. le Gouverneur général Naegelen, ancien Ministre, est élu par 45 voix et un bulletin blanc.

Au siège de M. Hersent, M. Robert Lemaignan est élu par 44 voix et deux bulletins blancs.

M. Gustave Mercier est élu membre non résidant par 45 voix et un bulletin blanc.

Le Secrétaire perpétuel rappelle qu'au cours du Comité secret de la séance du 17 novembre 1950 ont été élus les Correspondants suivants :

Première section : Le Général Nguyen Van Xuan, présenté par M. l'Inspecteur Général des Colonies G. Gayet.

Troisième section : Ibnou Zekri, professeur de Droit musulman, Directeur de la Medersa d'Alger et Bou Akouir, ingénieur des chemins de fer, Directeur au Gouvernement Général de l'Algérie (Services économiques), présentés par M. Louis Milliot.

Quatrième section : Docteur Paul Radaody-Ralarosy, attaché à l'Institut Pasteur de Tananarive, présenté par M. le D^r Girard.

Cinquième section : M^{me} Myriam Harry, présentée par l'Amiral Lacaze, M. Michel Auguste Toussaint, directeur des Archives de Port-Louis, île Maurice, présenté par M. R. Decary.

La séance est levée à 17 h. 15.

ACADÉMIE
DES
SCIENCES COLONIALES

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 1950

LE PLAN COLONIAL BELGE

par M. l'administrateur général VAN DEN ABEELE

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, MESSIEURS,

Il m'est agréable suivant l'usage, pour la première fois que j'ai l'honneur de prendre ici la parole, après tant d'éminents conférenciers, de remercier votre docte compagnie de l'insigne honneur qu'elle me fait en m'accueillant dans ses rangs à titre de membre associé étranger.

Ma reconnaissance, Messieurs, s'adresse à chacun de vous, mais vous ne m'en voudrez pas de réserver une place de choix à celui qui vient de me souhaiter la bienvenue.

Je serais tenté de tirer quelque vanité du choix de cette compagnie, si je ne réalisais pleinement que celui-ci constitue avant tout un témoignage de sympathie pour l'œuvre coloniale belge en Afrique, et un encouragement pour la continuité des efforts entrepris.

Depuis plusieurs années, j'ai suivi avec le plus grand intérêt les travaux de l'Académie des Sciences Coloniales et très souvent aussi, j'ai tiré le plus grand profit des considérations si judicieuses qui ont été émises sur le plan colonial.

Sans doute, Messieurs, attendez-vous de moi que je vous parle de quelque question d'actualité du Congo Belge ?

J'avais envisagé de vous entretenir des coopératives indigènes.

Après avoir pris connaissance des recommandations de votre très distingué Secrétaire Perpétuel, sur le temps de parole, j'ai été saisi de peur devant l'ampleur du sujet et, me ravisant, j'ai préféré vous donner aujourd'hui quelques aperçus sur le plan colonial belge, sur un document qui fédère en quelque sorte l'ensemble des besoins des secteurs publics, privés et mixtes au Congo Belge.

Cinquante ans à peine se sont écoulés depuis le moment où, grâce au Chemin de fer des Cataractes, l'Afrique Centrale est entrée dans le circuit de l'économie mondiale.

Ce vaste territoire n'était à l'époque que forêts, marécages ou savanes, habités par une population clairsemée et régulièrement décimée par les épidémies, les guerres intestines ou la traite des esclaves.

A voir le Congo d'aujourd'hui, on conviendra que l'essor est impressionnant. De dix en dix ans, la production a doublé, les exploitations agricoles, minières, et plus récemment les industries de transformation ont créé des richesses productives.

Une vaste action sociale en faveur des indigènes aurait-elle été possible sans le concours des revenus de ces richesses ?

En plus de leur contribution à l'action coloniale par le canal de la fiscalité, les entreprises privées se sont efforcées, chacune en ce qui les concerne, d'améliorer le sort de leur personnel indigène. Mais reconnaissons-le, jusqu'ici, en raison de l'immensité même du territoire, l'action civilisatrice n'a pu progresser que par îlots.

Cette politique d'archipel prendra fin.

Le moment est venu d'entraîner l'économie indigène dans le mouvement d'économie générale du Congo, d'élever le niveau des populations jusqu'ici repliées sur elles-mêmes et d'affermir de cette manière les bases d'une nouvelle expansion économique et sociale.

Cette expansion implique l'amélioration des conditions sanitaires de vie des indigènes, l'introduction de méthodes agricoles plus modernes, l'extension des voies de communication, l'accroissement de la production d'énergie.

Dans les pays africains, une révolution pacifique s'opère.

La technique devient notre grande alliée, car il faut la technique pour créer la prospérité.

En ce qui concerne le Congo Belge, le développement nouveau fait l'objet d'un programme, d'un plan de dix ans au sujet duquel je vous entretiendrai brièvement.

Pour cela il faudrait logiquement d'abord esquisser un inventaire, mais est-ce bien nécessaire dans un milieu aussi averti que le vôtre ?

Je me contenterai de vous rappeler que schématiquement le vaste bassin du Congo apparaît comme une cuvette au climat humide et chaud, entourée d'un bourrelet de montagnes et de hauts plateaux, aux conditions climatiques souvent très atténuées du centre vers la périphérie.

Environ 50 % du territoire belge d'Afrique, lequel représente au total une superficie équivalente à 81 fois 1/2 la Belgique est couvert de formations sylvicoles.

La forêt tropicale est un énorme édifice de phytosynthèse bâti patiemment par l'énergie solaire, sur un sol fragile et généralement pauvre.

Des membres éminents de cette Assemblée ont maintes fois élevé la voix pour mettre en relief le rôle de protection de première importance que joue ce manteau forestier.

Français et Belges en Afrique Centrale partagent la grave responsabilité de la conservation de l'« éponge africaine ». Ils tiennent les clefs de l'hydrologie et de la conservation du sol.

Le Congo est régi par deux activités essentielles : agricole et minière.

Pour citer l'importance relative de chacune d'elles, je vous dirai que les exportations du règne végétal, environ 600.000 tonnes, représentent 60% du tonnage total exporté et 45 % de la valeur des exportations dans le revenu total du Congo, estimées actuellement à environ 18 milliards de francs belges par an.

On peut considérer que plus de la moitié de cette valeur résulte des activités minières et des activités annexes.

Produire est quelque chose. *Transporter est tout aussi important.* Tellement important même que certains ont émis le slogan « Coloniser, c'est transporter ».

Il se comprend aisément qu'un grand pays continental comme le Congo n'est exploitable qu'en fonction des voies de communication. Voies de communication naturelles

(voies d'eau) et voies de communication artificielles (chemins de fer et routes).

Notre équipement sous ce rapport est déjà important : voies navigables 14.160 km. routes 116.303 km., chemin de fer 5.173 km., mais cet équipement est encore insuffisant.

Le Fleuve Congo, et son admirable réseau d'affluents étalent leur chevelure liquide sur un total de 23.000 km. Mais il faut améliorer ces voies navigables, il faut améliorer ces « routes qui marchent »..., équiper les ports..., etc.

Et ceci me conduit tout naturellement à vous parler du Plan Colonial, de ce Plan décennal dont une des grandes préoccupations a précisément été d'améliorer ces voies de communication.

Disons tout d'abord qu'à la base du Plan se trouve le souci de dégager des entraves qu'impose l'annalité des budgets, la réalisation de programmes à long terme.

Quel est l'objet du Plan ?

D'objet limité, il est essentiellement axé sur des préoccupations d'équipement sans pour cela négliger la richesse la plus précieuse qui soit au monde, l'homme lui-même, le noir congolais, dont il faut améliorer l'hygiène, qu'il faut instruire, habiller, équiper en outillage, loger décemment et surtout nourrir. Nous serions tentés de faire nôtre cette recommandation d'Alberdi aux Constituants Argentins en 1850 : *Gouverner c'est peupler*. L'homme n'est pas un simple moyen d'exécution, mais une fin en soi. Il est au centre de toutes les activités, il est la mesure, il doit en être le bénéficiaire.

La planification est essentiellement une méthode de travail, destinée à « fixer » les efforts sur un certain nombre de points d'application. Cette méthode se traduit en pratique par l'établissement d'un ordre de priorité : priorités d'équipement, besoins essentiels des populations.

Le Plan met d'abord en relief certaines constatations dont il tire d'utiles déductions.

La première c'est que l'économie congolaise est trop sensible aux soubresauts de la conjoncture. Cette situation s'explique de deux façons : l'économie congolaise est vulnérable, tout d'abord parce qu'elle retient en circuit fermé une partie insuffisante de sa production, ensuite parce qu'elle se fonde trop exclusivement sur les exportations, sur les exportations de matières premières brutes. L'insta-

bilité inhérente à cette économie exportatrice réagit sur les services publics eux-mêmes, les recettes du budget étant alimentées en ordre principal par les droits de sortie et le montant de ces derniers étant fonction des cours mondiaux des matières premières exportées.

Il est donc nécessaire de créer un marché intérieur. Comment ? Par le réajustement des salaires des travailleurs, le développement de l'artisanat et des coopératives indigènes, l'intensification du commerce interrégional, etc...

Une deuxième constatation a trait au dualisme de l'économie congolaise. Sans doute, y a-t-il la classe des salariés et des appointés, mais la grande majorité de la population vit dans les milieux coutumiers, repliée sur elle-même. Elle se livre à des travaux agricoles rudimentaires, et son niveau de vie est trop peu élevé.

Les salariés rentrant dans leur milieu natal font miroiter les avantages de la vie dans les centres extra coutumiers, loin des disciplines ancestrales.

Il importe de doter ces masses indigènes dans les villages d'un équipement producteur, d'encadrer leurs efforts dans des organismes coopératifs de production et de vente. Il est aussi nécessaire d'assurer, par la mécanisation des travaux, la valorisation de l'effort de nombreux manuels.

Civiliser, c'est valoriser l'effort.

Le Plan décennal s'étend longuement sur cette question. On a écrit que la machine changera la face de l'Afrique. C'est vrai. La machine donne sa chance à ce continent peu peuplé, doté cependant d'un potentiel de richesses dont le monde a un urgent besoin.

Les travaux du Génie civil par exemple — et nous savons tous combien ils sont importants en pays neuf — sont pénibles sous les tropiques, non seulement du fait de la main-d'œuvre et de son inexpérience, mais encore et surtout parce que cette main-d'œuvre est indolente, le travail accablant dans la chaleur et l'air humide.

Pour tous ces travaux, la machine s'offre à nous : pelles mécaniques, grues, tapis roulants, bennes preneuses, motor graders. Acceptons ses services, car nulle part la machine ne sert et ne soulage autant l'homme qu'au centre de l'Afrique.

L'entretien du réseau routier congolais, de 116.000 km., constitue à lui seul une charge qui dépasse notre capacité en réserve de main-d'œuvre.

Un tracteur de 90 HP équipé d'un scraper et d'un bulldozer effectuera mieux et à moindres frais le travail d'une équipe de 250 à 300 indigènes.

Comment envisager un seul instant d'importants travaux hydrauliques, l'établissement et l'entretien de coupe-feu, de terrassements en vue de la lutte contre l'érosion menaçante sans faire appel à la mécanisation ?

La plupart d'entre vous, Messieurs, sont restés rêveurs devant le spectacle d'un indigène abattant les arbres géants de la forêt équatoriale au moyen d'une minuscule hachette. Tous, nous avons songé à l'outil mécanique susceptible de venir au secours du défricheur...

A cette question du développement du machinisme est intimement liée de nos richesses d'énergie hydraulique. Les richesses hydrauliques du Congo Belge sont estimées à un total de 178 millions de HP — La puissance utilisable sans trop de difficultés, à environ 11 millions de HP.

Ces chiffres indiquent l'ampleur des réserves disponibles pour les besoins de l'industrie et de l'agriculture. On a estimé que l'Afrique détiendrait environ 35 % des ressources mondiales de houille blanche.

Quelle bénédiction pour un continent qui manque de charbon et d'huiles minérales.

Le Fleuve Congo, entre Léopoldville, Brazzaville et la mer, représente à lui seul une des plus formidables sources d'énergie du monde.

Le potentiel électrique de son équipement est 100 fois plus grand que l'ensemble des grands barrages de la Tennessee Valley. Sur ce trajet, il serait possible de produire la consommation totale de l'électricité de l'Europe et de l'U. R. S.S. réunis, prévus pour l'an prochain.

Mais ceci n'est qu'un rêve d'avenir, auquel je me complaisais il y a quelques semaines, en visitant le barrage du Rhône à Génissiat, ce magnifique chef-d'œuvre de la technique française moderne.

Si le Plan décennal n'a pas envisagé l'exploitation des chutes du Fleuve Congo, c'est que ses auteurs ont mesuré avec modestie les possibilités actuelles. Mais il n'est pas inutile de se dire qu'il existe en cette partie du monde, sur une

longueur de quelques dizaines de kilomètres, un des phénomènes les plus impressionnants de la civilisation moderne, une puissance hydraulique qui permet de remplacer l'énergie de tous les mineurs de l'Europe.

Notre système des voies de communication n'est pas suffisant et nos installations portuaires doivent être développées. Cette part du Plan décennal a reçu une priorité parce que les moyens de communication doivent précéder et susciter la production.

Ces réalisations ont un complément direct : la création d'une chaîne de froid et d'une chaîne de silos. Je ne puis envisager d'entrer dans le détail de tous ces projets, que nous efforcerons par ailleurs de coordonner avec ceux de nos voisins. N'est-ce pas là un des buts de la Conférence des transports qui s'est réunie à Johannesburg il y a quelques jours, n'est-ce pas aussi celui du Comité des Territoires d'Outre-Mer qui a été créé au sein de l'E. C. A. en avril 1949.

Les Gouvernements qui ont des responsabilités en Afrique ont, d'autre part, mis en commun l'étude de leurs problèmes dans des commissions régionales ; ils ont créé une commission pour la coopération technique en Afrique au Sud du Sahara.

Le Plan décennal se doit de réserver une part importante au développement de l'agriculture indigène. Il définit tout d'abord le rôle de l'Etat en ce qui concerne la conservation des richesses naturelles.

Soyons vigilants. Le centre du continent africain pourrait un jour être menacé de stérilisation. Déjà l'érosion vient dénuder des crêtes, déjà la latérisation recouvre de vastes territoires d'une carapace ferrugineuse. Mais il ne suffit pas de conserver, il faut conquérir.

Dans le bassin du Congo, nous connaissons des territoires alluvionnaires qui sont d'une fertilité comparable à celle de la vallée du Nil. Il est prévu de vastes projets d'assainissement des régions où ils se trouvent pour faciliter la mise en valeur.

Par ailleurs, l'exécution du plan d'irrigation permettra de faire vivre une population abondante et prospère.

En même temps que les montagnes de l'Est se couvraient de terrasses concentriques qui retiennent la terre arable sur

leurs flancs, 50.000 ha. de marais ont été drainés pour commencer.

Des boisements de protection le long des pentes et autour des sources, des haies anti-érosives, des rideaux de coupe-feu protégeant des savanes en jachère sont systématiquement établis.

Je vous l'ai déjà dit, les pouvoirs publics comptent assumer la responsabilité directe du développement de l'agriculture indigène.

Quels seront les catalyseurs qui assureront le progrès économique de ces hommes qui vivent éparpillés dans les villages de la brousse ?

Leur formation est rudimentaire. Il faut des écoles et des instructeurs sur le champ.

Leur capital est pratiquement inexistant. Il importe donc de doter les individus d'un outillage approprié et d'organiser le crédit qui permettra à ces cultivateurs individuels, ou à des groupements de cultivateurs, d'en faire l'acquisition.

Il conviendra encore d'assurer la conservation des produits, leur présentation commerciale en lots homogènes, la vente en commun aux moindres frais, par le canal de groupements coopératifs ruraux.

L'exécution du Plan implique le concours des hommes et des moyens financiers.

Pour cela, le secteur public recrutera 5.000 nouveaux agents parmi lesquels figurent un très grand nombre de spécialistes.

A ces recrutements officiels viendront s'ajouter les engagements du secteur privé.

En ce qui concerne le financement, le secteur public devra consentir une dépense de 25 milliards. A ceux-ci s'ajoutent les besoins du secteur privé, estimés au même montant. C'est donc 50 milliards au total qui devront être investis en terre congolaise pendant les dix prochaines années.

Certains milieux internationaux enclins à la critique ont-ils bien considéré ce que représente l'investissement de capital dans les pays neufs. Il n'est pas uniquement une source de prospérité matérielle, mais il faut le répéter, il signifie aussi, pour les populations locales, acquisition de connaissances et de talents.

Il contribue ainsi à préparer les conditions qui permettent l'accession des autochtones à toutes fonctions pour lesquelles les désigneront leurs capacités.

Telles sont, brièvement exposées, quelques lignes du Plan décennal, qui n'est pas une vue de l'esprit, un vœu, un idéal, mais bel et bien un programme d'action, étayé par des moyens disponibles pour l'avenir, un ensemble ordonné, hiérarchisé, discipliné, mesuré.

La Belgique prouvera une fois de plus au monde qu'elle est bien décidée à poursuivre avec énergie, esprit de suite et grandeur, sa mission civilisatrice au centre de l'Afrique.

La politique coloniale belge, basée sur le souci de mettre à leur place, la première, les valeurs spirituelles, ou simplement humaines, s'harmonise avec la politique de la grande nation française dans ses territoires d'Outre-Mer.

La France peut revendiquer par son passé, par les études qu'elle a faites, par les résultats qu'elle a obtenus, une part prépondérante dans la mise en valeur des pays neufs.

Est-il besoin de rappeler qu'au temps des Croisés, il y a dix siècles, les chevaliers français ont exporté dans le bassin de la Méditerranée, non seulement les conceptions administratives issues du droit romain, mais encore la technique de la construction et de l'exploitation agricole qui avait déjà atteint en Occident un grand développement.

Par la suite, les Français ont exporté leurs méthodes non seulement en Afrique, mais aussi en Amérique du Nord et dans l'Asie.

De grands Ministres français comme Richelieu et Colbert avaient établi des programmes de développement économique des terres lointaines.

Plus récemment, au xix^e siècle, un effort systématique a été fait par la France pour la mise en valeur de ses territoires et au xx^e siècle plusieurs programmes, largement étudiés, comment ne pas évoquer ici le plan Fides, le dernier en date, ont été mis en application.

Aujourd'hui encore, une élite de ce pays, par tradition et par goût, se tourne vers les territoires de l'Union Française, certaine d'y trouver le sens de la grandeur et la satisfaction des grandes réalisations.

Mon expérience personnelle, comme celle de maints observateurs, me permet de mettre en relief une originalité

certaine du colonial français, c'est ce don traditionnel qu'il a de se faire admettre par les populations les plus farouches et les plus diverses, de créer autour de son action une atmosphère de confiance, et qui de siècle en siècle, dans les situations les plus diverses et parfois les plus tragiques, se manifeste d'éclatante façon.

Cette excellence est le résultat concret d'une rare provision de pénétration psychologique, de tact, de sympathie rayonnante, qualités fondamentales des hommes de ce pays.

Notre situation dans le monde est liée à la situation qu'y occupera l'esprit.

Les conquêtes morales de la France, combien plus malaisées, mais plus solides que les autres, sont le plus beau témoignage de sa réussite dans les territoires d'Outre-Mer, dont elle a reçu et continue tous les jours à recevoir les plus précieuses marques d'affection. Les manifestations de cette secrète vertu constituent pour toutes les nations ayant des responsabilités coloniales, un précieux enseignement, et pour l'Union Française, une certitude de pérennité, un légitime motif d'espérance.

M. le Président MICHEL-CÔTE. — Je dois être votre interprète en disant à M. Van den Abeele combien nous avons apprécié sa communication et nous sommes touchés de ce qu'il a bien voulu dire de l'effort français dans les pays d'outre-mer. Mais permettez-moi de tirer très brièvement de ce qu'il vient de nous dire un enseignement qui est toujours le même. Si la réussite belge est ce que nous voyons, cette œuvre si merveilleuse au Congo, c'est qu'il y a eu une permanence de direction dont M. Van den Abeele est une expression vivante devant nous.

Notre Confrère a en mains la direction de ces plans qu'il vient de nous exposer, depuis longtemps, et nous espérons qu'il les aura jusqu'à la fin de leur réalisation. La Belgique a compris qu'on ne remplace pas les hommes par des robots et que, quand une affaire — qu'elle soit petite, artisanale, société anonyme ou sur le plan national — est créée il faut qu'un homme la vive pour la faire réussir. La Belgique l'a compris et a eu cette chance. Et elle l'a eue non seulement aujourd'hui... — permettez-moi un souvenir personnel — elle l'a eue à l'origine du Congo.

Je me souviens, en 1903 ou 1904, lorsque sa Majesté le Roi Léopold venait à Paris il vivait lui-même son Congo, surveillait et même quand il le fallait insistait personnellement auprès des Présidents de nos grandes institutions de crédit pour placer ses bons à lots du Congo. Je ne veux pas dire que nous prenions une place prépondérante dans le financement, mais enfin le marché de Paris

a apporté son concours à ce développement. Et il ne l'apportait pas aux initiatives locales françaises au même degré qu'il l'a apporté en voyant la volonté de réussir que le roi des Belges nous montrait. Je suis heureux de pouvoir rappeler ce souvenir et de nous associer un peu à ce merveilleux effort que vient de nous exposer M. Van den Abeele.

Messieurs, je crois que nous sommes tous d'accord pour remercier M. Van den Abeele d'avoir pris la peine de venir nous entretenir de façon si intéressante et précise de l'avenir comme du passé du Congo belge. Je sais qu'il doit reprendre le train à six heures et nous sommes très touchés qu'il ait bien voulu prendre la peine de venir jusqu'à nous.

COMPTE RENDU
DE LA SÉANCE DE L'ACADÉMIE
DU 15 DÉCEMBRE 1950

La séance est ouverte à 15 h. 10, sous la présidence de M. Charles MICHEL-CÔTE.

Présents : MM. MICHEL-CÔTE, Pasteur LEENHARDT, Van DER LINDEN, Van DEN ABEELE, BARQUISSAU, Amiral LACAZE, Emile PRUDHOMME, Georges CŒDÈS, Georges GAYET, SAURIN, D^r GIRARD, DURAND-RÉVILLE, Général Paul AZAN, René PINON, Victor CAYLA, René BOUVIER, A. LAPRADE, LIORÉ, LARNAUDE, GERBINIS, René TOUSSAINT, D^r RADAODY-RALAROSY, Amiral LE BIGOT, Michel Auguste TOUSSAINT, G. GRANDIDIER.

Excusés : MM. GOUV. GÉN. DELAVIGNETTE, GUERNIER, D^r MATHIS, Général HURAULT, VATIN-PÉRIGNON, Général de BOISBOISSEL, GOUV. GÉN. OSWALD DURAND, René POTTIER, REIZLER, LÉMERY, FROIDEVAUX, BLONDEL, BARÉTY, DEVINAT, CHARLES-ROUX, HUMBERT, MÉRAT, M^{lle} de BLONAY.

Le Secrétaire perpétuel donne lecture du procès-verbal de la précédente séance — celle du 1^{er} décembre — qui est adopté sans observation.

M. le Président salue la présence de M. l'Administrateur général Van den Abeele, associé étranger de notre Compagnie, et le remercie de vouloir bien venir mettre ses confrères français au courant des progrès en voie de réalisation au Congo belge, ainsi que celle de M. Van der Linden à qui l'Académie doit déjà une importante communication sur la grande colonie belge. Il donne ensuite la parole à M. Van den Abeele.

(Voir le texte de cet exposé page 767).

Dans la correspondance, le Secrétaire perpétuel signale une lettre du Président de la *Fédération des Familles françaises de la France d'outre-mer* qui remercie l'Académie d'avoir bien voulu déléguer M. Bouchet pour la représenter au Congrès qui vient de se tenir à Lille et qui envoie les conclusions reproduites ci-après, adoptées au cours de ce Congrès.

CONGRÈS NATIONAL DES FAMILLES DE FRANCE
Lille, 10, 11 et 12 novembre 1950

Commission n° 6
Familles Françaises dans les Territoires d'Outre-Mer

- *Constatant l'existence de l'Union Française,*
- *Constatant que, s'appliquant aux territoires d'outre-mer l'ap-*

port des familles françaises à la Nation est considérable, que, en particulier, chaque famille française Outre-Mer, constitue un Foyer de rayonnement qui, agissant sur les sociétés autochtones, les transforme profondément en les conduisant à adopter nos concepts familiaux,

— Considérant que ceux-ci, tenant pleinement compte de la dignité et de la liberté de la personne humaine et postulant pour l'homme et la femme des Droits et des Devoirs égaux représentent un idéal de vie sans lequel il n'y aura pas, pour ces sociétés, d'évolution profonde et d'accession aux formes supérieures de la civilisation et, partant, d'union véritable et intime entre la Métropole et les Territoires d'Outre-Mer,

— Considérant toutefois que cette évolution indispensable doit résulter d'une adhésion volontaire et réfléchie que seul, l'exemple donné par les familles françaises peut provoquer.

LE CONGRÈS

Affirme solennement que l'avenir de l'Union Française est étroitement conditionné par la présence Outre-Mer de familles françaises, nombreuses, saines, unies et fécondes.

Mais prenant acte que des servitudes particulièrement lourdes ne leur permettent pas d'accéder à leur plein épanouissement, et en conséquence, d'assurer parfaitement le rôle qui leur est dévolu,

demande

1° Que soit institué en faveur des familles françaises du secteur privé Outre-Mer un système de compensation familiale leur permettant quel que soit le lieu de résidence du chef ou des membres de la famille de percevoir des prestations comparables à celles alloués dans la Métropole.

2° Que, pour ces mêmes familles, soit institué un système de couverture des risques médicaux à la Métropole et Outre-Mer, et quel que soit le lieu de résidence de chacun des membres de la famille.

3° Que le logement étant le cadre de vie des familles, il soit pris toutes dispositions nécessaires pour permettre aux familles françaises d'outre-mer d'accéder à la propriété, de conserver leur logement quelle que soit l'affectation du chef de famille et d'être représentées dans les organismes de répartition et de construction de logements siégeant outre-mer.

4° Que le déplacement des membres des familles françaises entre la Métropole et les territoires d'Outre-Mer et à l'intérieur de ces territoires soit favorisé par des mesures appropriées afin de permettre le maintien de l'unité familiale et atténuer les inconvénients des séparations nécessitées par la santé ou l'éducation des enfants.

5° Qu'outre-mer soit immédiatement mise en œuvre la construction d'établissements d'enseignement, dans les centres climatiques et qu'à la Métropole des établissements spécialisés et des foyers

soient créés pour recevoir les enfants des familles françaises d'Outre-Mer et les héberger en l'absence de leurs parents.

En ce qui concerne plus particulièrement l'Indochine,

demande

1° La suppression de l'ordonnance fédérale du 15 février 1947 qui limite à cinq enfants le droit aux prestations familiales.

2° Que les familles dont un des conjoints est originaire d'Indochine soient autorisées à regagner leur foyer.

3° Que les autorités responsables apportent une aide efficace aux orphelins français d'Indochine.

4° Que les pensions servies à des chefs de famille française qui y maintiennent leur résidence soient calculées en fonction du pouvoir d'achat de la monnaie locale.

LE CONGRÈS

saisit l'occasion qui lui est offerte pour envoyer le salut des familles métropolitaines aux familles françaises d'Indochine qui, dans des circonstances difficiles, assurent là-bas, la pérennité de la présence française.

Il est ensuite procédé à l'élection d'un second vice-président pour l'année 1951 ; M. Henry Lémery, de la deuxième section, est désigné à l'unanimité.

Conformément au règlement, les mandats des Commissions des Finances, des Prix et Concours, des Archives et Publications et de l'Inventaire des Documents coloniaux doivent être renouvelés à la dernière séance de l'année. Tous les membres faisant partie de ces Commissions sont réélus à l'unanimité ; à la Commission des Finances, il y aura toutefois lieu de désigner un nouveau membre en remplacement de M. Hersent décédé.

M. René Pinon attire l'attention de l'Académie sur la lettre de M. Charles-Roux sur la situation de la Libye, lettre que le *Monde* a publiée hier et demande que l'Académie appuie les arguments qui y sont exposés. Le Secrétaire perpétuel rappelle que cette question a été souvent traitée tant à l'Académie qu'au Comité central de la France d'outre-mer et que la lettre n'est que le résumé, très clair et bien exposé, des opinions émises par les deux groupements.

Il est enfin procédé au dépouillement des votes pour l'élection de quatre associés étrangers ; il y a 36 votants. Sont élus à l'unanimité MM. V. Gelders, L. C. Giles, Pierre Idenburg et Tracy Philipps.

La séance est levée à 16 h. 15.

TABLE DES MATIÈRES

ANNÉE 1950

| | |
|--|-----|
| LIORÉ (FERNAND). — Discours de transmission de présidence.. | 1 |
| MICHEL-COTE (CHARLES). — Réponse au discours de M. Lioré.. | 7 |
| HEIM (ROGER). — Hommage à René Maire..... | 10 |
| GAYET (GEORGES). — L'évolution récente des Philippines..... | 22 |
| ESME (JEAN D'). — La crise des films documentaires coloniaux. | 55 |
| FROIDEVAUX (HENRI). — Compte rendu de la session de l'Incidi (nov. 1949) | 74 |
| SAURIN (HENRI). — Hommage à Daniel Serruys..... | 89 |
| MEYNIER (Général O.). — De l'Afrique française à l'Eurafrique. Souvenir du passé. Vues d'avenir..... | 92 |
| BOISBOISSEL (Général DE). — L'Empire au service de la Patrie.. | 117 |
| BEDEL (MAURICE). — A vol d'avion de Mauritanie à Brazzaville.. | 145 |
| VATIN-PÉRIGNON (EMILE). — Hommage à Georges Hersent.. | 160 |
| SARRAUT (ALBERT). — Hommage au Président Albert Lebrun... | 181 |
| OSWALD DURAND (Gouv. Gén.). — Hommage au Président Al- bert Lebrun | 187 |
| SAURIN (HENRI). — Eloge de Paul Bourdarie..... | 191 |
| ROBEQUAIN (CHARLES). — Discours de bienvenue à M. Marcel Larnaude | 196 |
| LARNAUDE (MARCEL). — Réponse au discours de M. Robequain. | 206 |
| MILLOT (JACQUES). — Projections et Commentaires sur l'Afrique du Sud et Madagascar..... | 228 |
| MÉRAT (LOUIS). — Les causes d'ébranlement de l'Union française (celles extérieures aux territoires d'outre-mer)..... | 237 |
| VUILLET (JEAN). — Essai d'interprétation des traditions légén- daires sur les origines des vieux empires soudanais..... | 268 |
| BOUVIER (RENÉ). — Discours de bienvenue à M. J.-L. Gheer- brandt | 301 |
| GHEERBRANDT (J.-L.). — Réponse au discours de M. René Bou- vier | 309 |
| OSWALD DURAND (Gouv. Gén.). — Lédyard, explorateur an- glais ou les voyages manqués..... | 319 |

| | |
|---|-----|
| GOURLIN (ANDRÉ). — Une mission au Yémen (1947-1949) (avec projections cinématographiques)..... | 333 |
| DURAND-RÉVILLE (LUC). — L'Union française dans nos programmes d'enseignement..... | 349 |
| LA CHARRIÈRE (JACQUES LADREIT DE). — Discours de bienvenue à Mgr Augustin Leynaud..... | 375 |
| LEYNAUD (Mgr AUGUSTIN). — Réponse au discours de M. de Lacharrière..... | 387 |
| JUIN (Général ALPHONSE). — Discours de bienvenue à M. Guernier..... | 407 |
| GUERNIER (EUGÈNE). — Réponse au discours du Général Juin.. | 410 |
| JACOB (CHARLES). — Discours de bienvenue au Général Hurault.. | 433 |
| HURAULT (Général LOUIS). — Réponse au discours de M. Jacob. | 436 |
| LEHURAU (LÉON). — La mort d'un grand saharien : le Commandant Cauvet..... | 446 |
| LEHURAU (LÉON). — La mort du Général Reibell..... | 456 |
| CHEVALIER (AUGUSTE) — Discours de bienvenue à M. Monod.. | 463 |
| MONOD (THÉODORE). — Réponse au discours de M. Chevalier.... | 471 |
| CHEVALIER (AUG.). — Mes amis les Africains de l'Ouest et du Centre. Autrefois, Aujourd'hui et Demain..... | 483 |
| GAYET (Insp. Gén. G.). — A propos des décisions concernant la prochaine réunion de l'Incidé..... | 505 |
| CHEVALIER (AUG.). — Eloge du Gouv. Robert Arnaud..... | 548 |
| JOBIT (Mgr PIERRE). — Un protecteur méconnu de Leconte de Lisle et de Lacaussade : Charles Gaudichaud-Beaupré, botaniste et voyageur (1789-1854)..... | 559 |
| QUINQUAUD (M ^{lle} ANNA). — Discours de bienvenue à M. A. Laprade..... | 587 |
| LAPRADE (ALBERT). — Réponse au discours de M ^{lle} Quinquaud. | 592 |
| SAURIN (HENRI). — Hommage à René Legrand..... | 600 |
| DURAND-RÉVILLE (LUC). — De Brazzaville à Dakar (Afrique 1950)..... | 602 |
| VUILLET (JEAN). — Recherches sur l'histoire ancienne de la Sénégalie..... | 648 |
| VATIN-PÉRIGNON. — A la mémoire de Louis Chatelain..... | 683 |
| VIGNON (M. le préfet de la Guyane ROBERT). — La Guyane après deux ans d'assimilation..... | 685 |
| GUERNIER (EUGÈNE). — La pensée colonisatrice et la légende noire..... | 715 |
| GISCARD D'ESTAING (EDMOND). — Notice sur Emile Moreau. | 737 |
| ROBEQUAIN (CHARLES). — Problèmes d'Asie (Conférence de Lucknow, octobre 1950)..... | 746 |
| VAN DEN ABEËLE (Adm. Gén.). — Le plan colonial belge..... | 767 |

INDEX

- Académie.* — A propos des discours de réception et de la reproduction des communications faites en séance..... 51
Lettre au Ministre de la France d'Outre-Mer au sujet du film documentaire colonial.... 114
A propos de la composition de la Commission des prix... 177
Réponse du Ministre de la France d'outre-mer relative au film documentaire colonial. 295
A propos de l'annuaire... 373
Lettre au sujet des modifications à apporter à différents articles de la constitution concernant l'Union française. 531
Est invitée à participer à la XXV^e Conférence des Chambres de Commerce de la Méditerranée et de l'Afrique française... 551
Donne son patronage au projet de voiture-exposition du livre français en Afrique noire française 552
Invitation de la Fédération des familles de France à participer aux travaux de la Commission « Les familles françaises dans les territoires d'outre-mer » .. 711
- ABD-EL-JALIL (JEAN). — Bibliog. 173 et 175
ABD-EL-KADER. — *Voir.* 332
ADAM (Dr L.). — Bibliog..... 329 et 521
ADERCA (B.). — Bibliog... 293
Algérie. — Bibliog..... 293
ALLUAUD (CHARLES). — Son éloge par M. Chatelain.... 49
AMOURA (R. P. Luc). — *Voir.*... 429
ANCIAUX (LÉON). — Bibliog... 233 et 293
- Approches de l'Inde.* — Bibliog... 136 et 140
ARAGO (JACQUES). — *Voir.* 577
ARNAUD (ROBERT). — Annonce de son décès..... 548
Notice nécrologique par M. Aug. Chevalier 548
Arts au Congo belge et au Ruanda-Urundi. — Bibliogr. 545 et 547
ASIE. — *Voir* communication de M. Robequain 746
Atlas international Larousse. — Bibliog..... 519 et 521
ATLAS DU KATANGA. — Bibliog. 763
AUBERT (G.). — Bibliog... 426
AUBRÉVILLE (ANDRÉ). — Bibliog. 163 et 174
AUTHEVILLE (FRANCIS D'). — Bibliog. 424 et 426
AZAN (Général PAUL). — Présente : *Panorama de l'Union française* par le général Charbonneau..... 166
BAKARY DIALLO. — *Voir.* 50
BOUDOUX (P.). — Bibliog..... 45 et 47
BARDOUX (JACQUES). — A propos du Fezzan..... 48
Présente le rapport d'information dont il est l'auteur « où en est le Conseil de l'Europe » et *Projet de pacte de l'Union européenne*..... 228 et 233
Intervention après une communication de M. Durand-Réville sur les programmes d'enseignement..... 360
BARQUISSAU (RAPHAEL). — Intervention après la communication de M. Jean d'Esme... 68

- Intervention après une communication de M. Durand-Réville sur les programmes d'enseignement 360
 Intervention après la communication de M. Vignon... 696
- BEDEL (MAURICE). — Communication : *A vol d'avion de Mauritanie à Brazzaville*..... 145
- BERNOVILLE (GARTAN). — Bibliog. 732
Bibliographie, 46, 83, 112, 140, 174, 217, 233, 293, 329, 346, 368, 426, 499, 521, 546, 580, 678, 710, 732, 763.
Bibliothèque. — Rapport sur le fonctionnement de la bibliothèque en 1949..... 143
- BIENVENUE (RENÉ). — Bibliog. 217 et 218
- BLANC (Médecin Colonel). — Lauréat du Prix Lyautey.... 113
- BLET (Henri). — Bibliog..... 677 et 680
- BLONDEL (FERNAND). — Présente : *Géologie de l'Afrique* par Raymond Furon..... 108
 Bibliog. 137, 141, 217, 218 et 369
 Présente Comité spécial du Katanga, Terre Katangaise et Le Katanga physique.... 705
- BOISBOISSEL (Général YVES DE). — Elu membre non résidant. 53
 Communications : *L'empire au service de la patrie. L'apport des Territoires d'outre-mer à la grandeur et au salut de la France*... 117
- BOIXO DE MÉRITENS (PIERRE DE). — Bibliog..... 44 et 47
- BORÉLY (JULES). — Bibliog... 229 et 233
- BOU AKOUIR. — Son élection comme correspondant... 766
- BOUCHET (ALFRED), désigné pour représenter l'Académie au Congrès des familles françaises dans les territoires d'outre-mer. 712
- BOUET (Dr G.). — Bibliogr... 497 et 499
- BOUILLON (A.). — Bibliog. 764
- BOUQUANT (MAURICE). — Bibliog. 44 et 47
- BOUQUET (A.). — Bibliog.... 328 et 329
- BOURDARIE (PAUL). — Annonce de son décès..... 176
 Son éloge par M. Saurin... 191
- BOURGEAU (J.). — Bibliog... 139 et 141
- BOUVIER (RENÉ). — Bibliogr. 82, 83— 512 et 521,
Discours de bienvenue à M. Gheerbrandt 301
- BRAGARD (L.). — Bibliog.. 294
- BRENIER (HENRI) est désigné pour représenter l'Académie à la XXV^e Conférence des Chambres de Commerce de la Méditerranée et de l'Afrique française.. 552
- BREYNAT (M^{gr} GABRIEL). — Bibliog. 167 et 175
- BRIAN (Dr ALEXANDRE). — Bibliog. 233
- BRUZON (ETIENNE). — Bibliog.. 540 et 546
- BULIARD (Père ROGER). — Bibliog. 169 et 175
Bulletin de l'Institut d'Egypte. — Bibliog. 330
Bulletin de l'Université l'Aurore. — Bibliog. 345 et 346
- BUS DE WARNASSE (ETIENNE DU). — Bibliog. ... 137 et 141
- BUTTGENBACH (HENRI). — Présente le dernier fascicule de *l'Atlas général du Congo belge et du Rwanda Urundi*.... 341
- CADAMOSTO (LUIS DE). — Bibliog. 544 et 547
- CADIÈRE (Père). — Voir... 85
Cahiers (Les) de la Recherche agronomique. — Bibliog. 346
- CAMEROUN. — Bibliog. 83 et 294
Camions (Les) de cinéma et la radio pour l'éducation de base. — Bibliog. 763
- CAPIECA (MAYOTTE). — Bibliog. 292 et 293
- CARABIN (ARMAND). — Bibliog. 579 et 581
- CARRINGTON (J. F.). — Bibliog. 293

- CARTON (PAUL). — Présente :
Le climat de l'Indochine par
 MM. Bruzon, Carton, Romer...
 540 et 546
 Présente : *La faune entomolo-
 gique des cultures au Sénégal et
 au Soudan français et Contribu-
 tion à l'étude des Proctotrupidae*
 par Jean Risbec 664
*Technologie du thé. Essai d'amé-
 lioration de la préparation des
 thés verts du Haut-Donnai* par
 E.-J. Lhomme..... 667
- CASIER (D^r E.). — Bibliog. 233
- CASSEVILLE (Général HENRY).
 — Bibliog. 732 et 733
- CAUVET (Commandant). — Voir
 446
- CAYLA (VICTOR). — Présente :
*La Flore forestière soudano-gui-
 néenne. A. O. F.-Cameroun-A.
 E. F.* par M. Aubréville... 163
Chambre de Commerce de Marseille.
 Bibliog..... 111 et 112
- CHAPUS (G. S.). — Bibliogr...
 672 et 679
- CHARBONNEAU (Général JEAN).
 — Bibliog. 166 et 174
- CHARLES-ROUX (F.)² — Bibliog.
 293
- CHATELAIN (LOUIS). — Notice
 nécrologique sur Charles Al-
 laud 49
 Présente : *Histoire du Maroc
 des origines à l'établissement du
 protectorat français*, par H. Ter-
 rasse 170
 Présente : *Le Maroc au pinceau*
 par J. Borély 229
 Intervention après une com-
 munication de M. Durand-Ré-
 ville sur les programmes d'en-
 seignement 359
 Présente : *Cimes et hautes val-
 lées du Grand Atlas* par René
 Euloge 367
 A propos de la carrière de Sidi
 Abd er Rahmane..... 430
 Son éloge nécrologique par
 M. Vatin-Pérignon..... 683
- CHENET (DANIEL). — Bibliog.
 174 et 175
- CHEVALIER (AUGUSTE). — Let-
 tre relative au Peul Bakary
 Diallo 51
Discours de bienvenue à
M. Théodore Monod 463
 Communication : *Mes amis les
 Africains de l'Ouest et du Centre
 africain Autrefois, Aujourd'hui et
 Demain* 483
 A propos de la mort de Robert
 Arnaud..... 548
 Bibliog. 733 et 734
- CHOUBERT (B.). — Bibliog...
 43 et 47
- CHOURAQUI (ANDRÉ). — Bi-
 bliog..... 676 et 679
- COEDÈS (GEORGES). — Présente :
Histoire de l'Indochine par An-
 dré Masson..... 79
 Présente : *la Revue « Sud-Est »*
 215
 Présente : *Les monuments du
 groupe d'Angkor. Guide*, par
 M. M. Glaize 704
- COINDREAU (ROGER). — Bibliog.
 369
- COLOMB (CHRISTOPHE). — Voir
 87
- Comité spécial du Katanga. — Bi-
 bliog. 705 et 710
- Comptes rendus des séances :
 Du 6 janvier..... 48
 Du 20 janvier..... 84
 Du 3 février..... 113
 Du 17 février..... 142
 Du 3 mars..... 176
 Du 17 mars..... 219
 Du 31 mars..... 235
 Du 21 avril..... 295
 Du 5 mai 331..... 331
 Du 19 mai..... 347
 Du 2 juin..... 370
 Du 16 juin..... 405
 Du 23 juin..... 428
 Du 30 juin..... 460
 Du 7 juillet..... 501
 Du 21 juillet..... 522
 Du 15 septembre..... 548
 Du 6 octobre..... 582
 Du 20 octobre..... 681
 Du 3 novembre..... 711
 Du 17 novembre..... 734
 Du 1^{er} décembre..... 765
 Du 15 décembre..... 778
- CONGO BELGE. — Voir... 767
- Congrès aéronautique de l'Union
 française. — Bibliog. 346 et 679
- Congrès national des familles de
 France. — Voir .. 712 et 778

- CORNET (RENÉ-JULES). — Elu membre non résidant..... 53
 Bibliog..... 705 et 710
- COTE FRANÇAISE DES SOMALIS.** — Bibliog..... 294
- COTE D'IVOIRE.** — Bibliog..... 500
- COUVY (Médecin général Inspecteur). — Annonce de son décès..... 85
- CRAMER (Dr P. J. S.). — Bibliog..... 547
- DAGET (J.). — Bibliog..... 546
- DAIGRE (Rév. Père). — Bibliog..... 543 et 546
- DARTEVELLE (Dr EDMOND). — Bibliog..... 233
- M. DECARY (RAYMOND). — Présente : *Recherches sur quelques Myrsinacées de Madagascar* par M. C. Rabenoro..... 81
Anne et Mary, femmes pirates par P. Nezelof..... 81
 Présente : *Une plaque tournante dans l'évolution politique et sociale de Madagascar* par M. G. Mondain et M. G. Chapus..... 672
- Déclaration d'experts sur es questions de race et Race et civilisation.* — Bibliog..... 547
- DÉLÉTIE (HENRI). — Bibliog..... 499 et 733
- DESIO (ARDITO). — Bibliog..... 760 et 763
- DESPOIS (JEAN). — Elu correspondant..... 53
- DEVINAT (PAUL). — Son élection comme membre titulaire... 180
 Bibliog..... 679
- DIOPS BIRAGO. — Bibliog..... 344 et 346
- DOLFUSS (ROBERT PH.). — Bibliog..... 763
- DUBOIS (R.). — Bibliog... 547
- DURANDEAU (L.). — Bibliog... 45 et 47
- DURAND-RÉVILLE (LUC). — Intervention après la communication de M. Jean d'Esme. 65
 Bibliog..... 137 et 141
 Communication : *L'Union française dans nos programmes d'enseignement*..... 349
 Lettre relative à la carrière de Sidi Abderrahmane..... 429
 Communication : *de Brazzaville à Dakar (Afrique 1950)* 602
- DU TOIT (P. J.). — Son élection comme associé étranger... 348
Education de base. Description et Programme. — Bibliog... 346
Enseignement outre-mer. Bulletin de l'Inspection générale de l'Enseignement et de la jeunesse. — Bibliog..... 544 et 547
Entreprises et Produits de Madagascar. — Bibliog... 138 et 141
- ESME (JEAN D'). — Bibliog..... 40 et 46
 Communication : *La crise des films documentaires coloniaux.*..... 55
- ESQUER (GABRIEL). — Bibliog..... 230 et 233
- EULOGIE (RENÉ). — Bibliog.... 367 et 369
- FEZZAN.** — Voir communication de M. Jacques Bardoux.... 48
- FINLANDE.** — Bibliog..... 294
- FOLMER (M^{me} RENÉE). — Présentation d'ouvrages. 45, 139, ... 327, 368, 544, 678 et 760
- FOURMARIER. — Bibliog. 234
- FRANÇOIS (Gouverneur). — Présente *Approches de l'Inde* in Cahier du Sud..... 136
 Bibliogr..... 369
 Annonce de son décès... 428
 Nécrologie par M. E. Prudhomme..... 460
- FREYCINET (M^{me} ROSE DE). — Voir..... 578
- FROIDEVAUX (HENRI). — *C. R. de la Session de l'Incidi de nov. 1949 à Bruxelles*... 74
 Présente : *Aimé Bonpland, explorateur de l'Amazonie, botaniste de Malmaison, planteur en Argentine* par MM. Bouvier et Maynial..... 512
- FURON (RAYMOND). — Bibliog... 108 et 112
- GARREAU (RODOLPHE). — Elu correspondant..... 53
- GAUDICHAUD-BEAUPRÉ (CHARLES). — Voir..... 561

- GAYET (GEORGES). — Communication : *L'évolution récente des Philippines* 22
 Communication : *A propos des décisions concernant la prochaine réunion de l'Incidi* 505
 Présente : *Le Vietnam face à son destin* par Tran Van Tung. 515
 Une thèse de J. J. Villandre : *Les Chefferies traditionnelles en A. O. F.* Une thèse de Sergent de Labrusse : *Cabotage en Indochine* 516
- GELDERS (V.). — Bibliog. 293
 Son élection comme Associé étranger 780
- GERBINIS (ERNEST). — Elu correspondant 53
- GHEERBRANDT (J.-L.). — Intervention après la communication de M. Jean d'Esme. 71
Réponse à l'allocution de bienvenue de M. Bouvier 309
- GILES (L. C.). — Son élection comme Associé étranger. 780
- GIRARD (D^r GEORGES). — Présente *Précis de médecine des pays chauds* par le médecin général Inspecteur Sicé et le D^r Joyeux 668
- GISCARD D'ESTAING (EDMOND). — Intervention après la communication de M. Jean d'Esme 66
 Notice sur Emile Moreau. 737
- GLAIZE (MAURICE). — Bibliog. 704 et 710
- GODEFROY (P.). — Bibliog. 232 et 234
- GOURDON (M^{me} HENRI). — Don à la bibliothèque 550
- GOURLIN (ANDRÉ). — Communication : *Une mission au Yémen (1947-1949)* 333
- GRANDIDIER (G.). — Anniversaire de la bataille de Kousseri. 296
 Montre des volumes à la suite de la communication de Mgr Jobit 577
 Présentation d'ouvrages, 43, 82, 109, 137, 172, 215, 230, 292, 327, 343, 367, 425, 499, 518, 541, 579, 676, 709, 732 et 760.
- GRÉVISSE (F.). — Bibliog. 233
- GROMIER (D^r EMILE). — Bibliog. 173 et 175
- GROUSSET (RENÉ). — Bibliog. 130 et 140
- GUERNIER (EUGÈNE). — Intervention après la communication de M. Jean d'Esme 72
Réponse au discours de bienvenue du Général Juin 410
 Communication : *La pensée colonisatrice et la Légende noire* 715
- GUINÉE (LA). — Bibliog. 294
- GUYANE. — Voir communication de M. Robert Vignon. 685
- HANIN (CHARLES). — Bibliog. 678 et 679
- HANOTAUX (GABRIEL). — Voir 372
- HARRY (MYRIAM). — Son élection comme correspondant 766
- HEIM (ROGER). — Hommage à René Maire 10
- HEINRICHS (G.). — Bibliog. 234 et 294
- HERBER (D^r JOSEPH). — Elu correspondant 53
 Bibliog. 521 et 679
- HERSENT (GEORGES). — Son éloge par M. Vatin-Pérignon... 160
- HÉRY (L.). — Bibliog. 368
- HULSTAERT (R. P. G.). — Bibliog. 293 et 764
- HURAUT (Général LOUIS). — Son élection comme membre titulaire 180
Réponse au discours de bienvenue de M. Jacob 436
- IDENBURG (PIERRE). — Son élection comme associé étranger. 780
- INCIDI. — Voir 74 et 505
- INDOCHINE. — Voir 757
Institut géographique national (rapport sur l'activité en 1947 de). — Bibliog. 234
Institut géographique national (Catalogue des Cartes en service publiées par l'). — Bibliog. 234
 Voir réception du Général Huraut 433

- Institut pour la recherche scientifique en Afrique centrale.* — Bibliog. 580 et 581
- JACOB (CHARLES). — *Discours de bienvenue au Général Hurault.* .. 433
- JOBIT (Mgr PIERRE). — Communication : *Un protecteur méconnu de Leconte de Lisle et de Lacaussade : Charles Gaudichaud-Beaupré, Botaniste et voyageur (1789-1854)* 561
Bibliog. 680
- JONGHE (ED. DE). — Bibliog. 234
- JOSEPH (GASTON). — Bibliog. 499 et 500
- JOYAU (AUGUSTE). — Bibliog. 344 et 346
- JOYEUX (Dr CH.). — Bibliog. 668 et 678
- JUIN (Général). — *Discours de bienvenue à M. Eugène Guernier* 407
Réponse au sujet de la carrière de Sidi Abd er Rahmane.. 502
- KERHARO (J.). — Bibliog. 328 et 329
- KOUSSERI (bataille) de. — Voir 100, 296, 331 et 583
- LACAUSSE. — Voir... 561
- LACAZE (Amiral LUCIEN). — Souscription ouverte pour son 90^e anniversaire 583
- LACHARRIÈRE (JACQUES LA-DREIT DE). — *Discours de bienvenue à Mgr Leynaud.* ... 375
A propos de la question tunisienne 554
- LACROIX (ALFRED). — Son éloge par son successeur..... 474
- LAIGRET (CHRISTIAN). — Bibliog. 44 et 47
- LAPEYRE (Rév. Père). — Lettre donnant de ses nouvelles. 372
- LAPRADE (ALBERT). — *Réponse à l'allocution de bienvenue de M^{lle} Anna Quinquaud.* ... 592
- LARNAUDE (MARCEL). — *Réponse à l'allocution de bienvenue de M. Robequain.* 206
Présente : *La région agricole de Sidi-Bel-Abbès* par Georges Reutt 228
- Présente : *L'Angola, son histoire, son économie* par G. Lefebvre 366
Présente *Algérie* dont il est l'auteur 423
Bibliog. 423, 426 et 679
- LAVIGERIE (Cardinal). — Voir discours de réception de Mgr Leynaud 387
- LEBEUF (JEAN-PAUL). — Bibliog. 327 et 329
- LE BIGOT (vice-amiral JULES). — Elu correspondant 53
Présente *Voiliers d'Indochine* par J.-B. Pielri..... 423
- LEBLOND (MARIUS). — Intervention après une communication de M. Durand-Réville sur les programmes d'enseignement 359
- LEBRUN (ALBERT). — Son éloge par M. Albert Sarraut... 181
Son éloge par M. le Gouv. gén. Oswald Durand 187
- LECONTE DE LISLE. — Voir... 561
- LÉCORCHÉ (M.). — Bibliog. 761 et 763
- LEENHARDT (Pasteur MAURICE) — Présente : *l'Esotérie des Noirs dévoilée* par C. Wauters.. 288
Lettre annonçant la mort de missionnaires de la Nouvelle-Calédonie 429
Au sujet de l'*Esotérie des Noirs* par C. Wauters..... 512
- LEFEBVRE (GABRIEL). — Bibliog. 366 et 369
- LEGOUX (PIERRE). — Présente : *La réglementation minière des Territoires français d'Afrique noire et de Madagascar* dont il est l'auteur 579 et 580
- LEGRAND (RENÉ). — Annonce de son décès..... 582
Son éloge nécrologique par M. Henri Saurin..... 600
- LEHURAUX (LÉON). — Communications : *La mort d'un grand saharien : Le Commandant Cauvet* 446
La mort du Général Reibell .. 456
Bibliog. 41, 46, 518 et 521

- LEMAIGNEN (ROBERT). — Son élection comme membre titulaire 766
 Bibliog. 547
- LÉMERY (HENRY). — Désigné comme Vice-Président... 780
- LESOURD (PAUL). — Bibliog... 680
- LETHIELLEUX (J.). — Bibliog. 110 et 112
- LEYNAUD (Mgr). — *Réponse à l'allocution de bienvenue de M. de Lacharrière* 387
- LHOMME (EDMOND J.). — Bibliog. 667 et 679
- LHOTE (HENRI). — Renseignements donnés par le Général Meynier sur sa 8^e mission au Sahara 299
- LIORÉ (FERNAND). — *Discours de transmission de présidence*... 1
- LIOTARD (mission). — *Voir*. 85
- LUNEAU (PÈRE FRANÇOIS). — *Voir* 429
- MADAGASCAR.** — *Voir* communication de M. Jacques Millot 223
- MAHUZIER (ALBERT). — Bibliog. 44 et 47
- MAIRE (RENÉ). — Son éloge par M. Roger Heim 10
 Bibliog. 546
- MALENGREAU (G.). — Bibliog. 233
- MANNONI (O.). — Bibliog. 670 et 679
- MANOT (MICHEL R. O.). — Bibliog. 367 et 369
- MARCHAND (HENRI-FRANÇOIS, Dr). — Bibliog. 542 et 546
- MARTIN DE LA ESCALERA. — Bibliog. 83
- MASSON (ANDRÉ). — Bibliog... 79 et 83
- MASSON-DETOURBET (A.). — Bibliog. 327 et 329
- MAURAIN (CH.). — Bibliog. 426 et 427
- MAY (JACQUES M.). — Bibliog... 82 et 83
- MAYNIAL (EDOUARD). — Bibliog. 512 et 521
Mémoire sur l'exécution du Plan d'équipement en A. E. F. pendant les exercices 1947-48 et 48-49 368
- MENDES CORREA (ANTONIO). — Son élection comme Associé étranger 348
- MÉRAT (LOUIS). — Communication : *Les causes d'ébranlement de l'Union française (celles extérieures aux territoires d'outre-mer)* 237
 Présente *La monnaie et le crédit dans les Territoires d'outre-mer* 668
- MERCIER (GUSTAVE). — Son élection comme membre non Résidant 766
 Bibliog. 164, 174 et 175
- MERCIER (MAURICE). — Présente : *La voie périlleuse*, un article de M. Durand-Réville... 137
 Présente *Le Centenaire de l'Algérie. Exposé d'ensemble* par M. Gustave Mercier 164
 Présente : *L'appel du Karaouan* par M. Taha Hussein 290
 Bibliog. 231 et 234
- MEYNIER (Général OCTAVE). — Elu membre non résidant... 53
 Communication : *De l'Afrique française à l'Eurafrique. Souvenir du passé. Vues d'avenir*... 92
 A propos de la bataille de Kousseri 297
 Renseignements sur la 8^e mission Henri Lhote au Sahara... 299
 A propos des manifestations commémorant le cinquantenaire de la bataille de Kousseri... 583
- MICHEL-COTE (CHARLES). — *Discours de prise de présidence*. 7
- MIÈGE (EMILE). — Bibliog. 43, 47 et 369
- MIÈGE (J.-L.). — Bibliog. 544 et 547
- MILLIOT (LOUIS). — Bibliog... 763
- MILLOT (JACQUES). — Communication : *Projections et Commentaires sur l'Afrique du Sud et sur Madagascar* 223
- MONDAIN (G.). — Bibliog. 672 et 679
Monnaie (La) et le Crédit dans les

- Territoires d'Outre-mer.* — Bibliog. 668 et 679
- MONOD (THÉODORE). — Réponse à l'allocution de bienvenue de M. Chevalier 471
Bibliog. 546
- MOREAU (EMILE). — Annonce de son décès 734
Son éloge par M. Giscard d'Estaing 737
- MOULINIER (H.). — Bibliog. 426
- NAEGELEN (Gouv. Gén.). — Son élection comme membre titulaire 766
- NEZELOF (PIERRE). — Bibliog. 82 et 83
- NGUYEN VAN XUAN (Général). — Son élection comme correspondant 766
- NICOLAS (FRANÇOIS J.). — Bibliog. 369
- NIGER.** — Bibliog. 500
- O'REILLY (PATRICK). — Bibliog. 676, 679, 762 et 763
- Orphelinat de Taroundant.* — Attribution du prix Lyautey... 113
- OSWALD DURAND (Gouv. gén.). — Présente *Sables de feu* par Jean d'Esme 40
Eloge d'Albert Lebrun... 187
Communication : *Lédyard, explorateur anglais ou les voyages manqués* 319
Intervention après la communication de A. Vignon.... 698
- PAULIAN (RENAUD). — Bibliog. 581
- PELLEGRIN (ARTHUR). — Intervention après lecture de la circulaire « Présence française en Tunisie » 524
Bibliog. 215, 217, 519 et 521
- PELLEGRIN (FRANÇOIS). — Bibliog. 111 et 112
- PERRIER (LÉON). — Son éloge par son successeur 411
- PEYTEL (JEAN). — Bibliog. 543 et 547
- PHILIPPS (TRACY). — Son élection comme associé étranger... 780
- PHILIPPINES.** — Voir communication de M. Gayet.... 22
- PIÉTRI (J.-B.). — Bibliog. 423 et 426
- Plan décennal pour le développement économique et social du Congo belge.* Bibliog. 330
- POTTIER (RENÉ). — Présente : *Islam et chrétienté en Algérie* par Léon Lehuroux. 41
Intervention après la communication de M. Jean d'Esme. 70
Présente : *Cinquante ans au pays des neiges* par Mgr. Breynat et *Inuk, Au dos de la terre* par le Père Buliard. 167
Présente *Echec au destin* par F. d'Autherville 424
- POUKA (LOUIS-MARIE). — Bibliog. 426
- Première Conférence internationale des Africanistes de l'Ouest.* Bibliog. 369
- PRESQU'ILE DU CAP VERT.** — Bibliog. 541 et 546
- PRIGOGINE (A.). — Bibliog. 764
- Prix René Bouvier.* — Voir. 113
- Prix Georges Bruel.* — Voir. 735
- Prix Eugène Etienne.* — Voir. 113 et 735
- Prix Maréchal Lyautey.* — Voir. 113 et 735
- Problèmes humains en Terres d'Afrique.* — Bibliog. ... 732
- PRUDHOMME (EMILE). — Intervention après une communication de M. Durand-Réville sur les programmes d'enseignement. 364
Eloge nécrologique du Gouverneur Edmond François... 460
Rectification à son intervention après la communication de M. Durand-Réville: l'Union française dans nos programmes d'enseignement 712
- PUIGAUDEAU (M^{lle} ODETTE) DU. — Voir sa lettre. 235
- PUYO (JOSEPH). — Bibliog. 175
- QUINQUAUD (M^{lle} ANNA). — *Discours de bienvenue à M. Albert Laprade* 587
- RABENORO (C.). — Bibliog. 81 et 83
- RADAODY-RALAROSY (D^r PAUL). — Son élection comme correspondant 766

Rallye automobile : Méditerranée-Le Cap. Bibliog. 346
Voir 347 et 584
Rapport de la Chambre d'Agriculture de l'Île de la Réunion. — Bibliog. 368
Rapport du Comité spécial pour l'examen des renseignements transmis en vertu de l'article 73^e de la Charte. — Bibliog. 547
RASTEIN (E.). — Bibliog. 763
Réception de M. Larnaude... 206
 M. Gheerbrandt 301
 Mgr. Leynaud 375
 M. Eugène Guernier... 497
 Général Hurault 433
 M. Théodore Monod... 463
 M. Albert Laprade... 587
REIBELL (Général). — *Voir* 456
REPIQUET (JULES). — Bibliog. 110 et 112
REUTT (GEORGES). — Bibliog. 138, 141, 228 et 234
Revue économique française..... 709 et 710
REYGASSE (MAURICE). — Bibliog. 762 et 763
REYMOND (PAUL). — Bibliog. 426
RICARD (J.-H.). — Son éloge par son successeur 207
RISBEC (JEAN). — Bibliog. 664 et 679
ROBEQUAIN (CHARLES). — *Allocution de bienvenue à M. Larnaude* 196
Communication : Problèmes d'Asie (Conférence de Lucknow, octobre 1950)..... 746
ROBERT (MAURICE). — Bibliog. 708 et 710
ROMANOVSKY (V.). — Bibliog. 518 et 521
ROMBAUTS (HUGO). — Bibliog. 230, 233 et 369
ROUBAUD (EMILE). — Présente : *La vie des cigognes blanches* par le Dr Bouet 497
ROUCH (Ct J.). — Bibliog. 425 et 427
RUANDA-URUNDI. — *Voir* Bibliog. 234
SAHARA. — *Voir* 299

SAINT-PIERRE ET MIQUELON. — Bibliog. 500
SAINT-SEINE (P. DE). — Bibliog. 763
SARRAUT (ALBERT). — Hommage au président Albert Lebrun 181.
 Intervention après la communication de M. Robequain « problèmes d'Asie » 757
SAURIN (HENRI). — Eloge de Daniel Serruys 89
 Eloge de Paul Bourdarie. 191
 Notice nécrologique de René Legrand 600
 Intervention après la communication de M. Vignon... 699
SCHEBESTA (PAUL). — Bibliog. 294
SCHOUTEDEN (Dr H.). — Bibliog. 233
SCHUMACHER (PETER). — Bibliog. 294
SÉDAR SENGHOR (LÉOPOLD). — Bibliog. 547
SÉNONES (M^{lle}). — *Voir*.. 235
SERRUYS (DANIEL). — Annonce de son décès 84
 Son éloge par M. Saurin.. 89
 Présentation : *Figures de proue* par René Grousset..... 130
SICARD (FERNAND). — Elu correspondant 53
SICÉ (Médecin Gén. Insp.). — Bibliog. 668 et 678
SIDI ABD ER RAHMANE (Carrrière de). — *Voir* .. 429 et 502
SIGUIER (Dr). — Lauréat du prix Lyautey 113
SINTRA (PEDRO DE). — Bibliog. 544 et 547
SIROUX (MAXIME). — Bibliog. 112
SORNAY (PIERRE DE). — Elu correspondant 53
SOUCADAUX (Ht Commissaire de la Rép. fr. au Cameroun). — Bibliog. 369 et 763
STAPPERS (LÉO). — Bibliog. 293
Sud-Est. — Bibliog... 215 et 217
SWINTON (W. E.). — Bibliog. 764

- TAHA HUSSEIN. — Bibliog... 290 et 293
- TCHAD. — Bibliog..... 294
- TERRASSE (HENRI). — Bibliog. 170 et 175
- TERRE ADÉLIE. — Voir.. 85
- THEROL (JOSEPH). — Bibliog... 762 et 763
- THOMAZI (A.). — Bibliog..... 327 et 329
- TOURNIER (ROBERT). — Bibliog..... 410 et 412
- TOUSSAINT (MICHEL AUGUSTE). — Son élection comme correspondant 766
- TOUSSAINT (RENÉ). — Présente *Psychologie de la colonisation* par M. Mannoni 670
- TRAN VAN TUNG. — Bibliog. 515, 521, 760 et 763
- Tricentenário (No) da Restauração (1648-1948) Contribuição Museu de Angola.* — Bibliog..... 678 et 679
- T'SERSTEVENS (A.). — Bibliog. 343 et 346
- TUNISIE — Voir... 522 et 554
- Uganda. Masaka 1879-1949.* — Bibliog. 172 et 175
- URUGUAY. — Bibliog..... 294
- VAN DEN ABEËLE (Administrateur gén.). — Son élection comme Associé étranger.. 348
- Communication : *Le plan colonial belge* 767
- VATIN-PÉRIGNON (EMILE). — Intervention après la communication de M. Jean d'Esme... 64
- Eloge nécrologique de Georges Hersent 160
- Eloge nécrologique de Louis Chatelain 683
- VAYSSIÈRE (P.). — Lauréat du prix René Bouvier 413
- VIGNON (ROBERT). — Communication : *La Guyane après deux ans d'assimilation* 685
- VILLIERS (A.). — Bibliog..... 579 et 581
- VOIZARD (PIERRE). — Bibliog. 367 et 369
- VUILLET (JEAN). — Communication : *Essai d'interprétation de traditions légendaires sur les origines des vieux empires soudanais* 268
- Communication : *Recherches sur l'histoire ancienne de la Sénégambie* 648
- WAUTERS (C.). — Bibliog..... 288 et 293
- YÉMEN. — Voir communication de M. Gourlin 333
- YOUgosLAVIE. — Voir Bibliog. 234
- YOUTÉVONG (Prince SISOWATH). — Bibliog. 547
- ZEKRI (IBNOU). — Son élection comme correspondant.... 766

Le Secrétaire Perpétuel, Directeur : G. GRANDIDIER.

BANQUE DE MADAGASCAR ET DES COMORES

Banque d'Emission (loi du 29 Mars 1950)

Société Anonyme au capital de 37 millions de francs

SIÈGE SOCIAL : 33, Rue de Courcelles, PARIS

Agence à MARSEILLE, 26, Avenue du Prado

Succursale à TANANARIVE

Agences : DIEGO-SUAREZ, FIANARANTSOA,
FORT-DAUPHIN, MAJUNGA, MANAKARA, MANANJARY,
MORONI, MORONDAVA, NOSSI-BE, TAMATAVE, TULEAR

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE :

Emission de billets de banque, de chèques et de lettres de crédit.
Transferts de fonds, comptes courants et dépôts. Escompte.
Recouvrements. Avances Ouvertures de crédits. Ordres de Bourse.

COMPAGNIE DES

MESSAGERIES MARITIMES

12, Boulevard de la Madeleine, PARIS (9^e)

Tél. : Opéra 07.60 (six lignes)

SERVICES

de Paquebots et Navires de charge

Principales Régions desservies :

Egypte - Proche-Orient - Inde - Ceylan - Pakistan
Indochine - Extrême-Orient - Madagascar
La Réunion - Afrique Orientale et du Sud
Australie - Océanie

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE POUR LA FRANCE ET LES PAYS D'OUTRE-MER (S.O.F.F.O.)

Société Anonyme au Capital de 155.000.000 de Frs

SIÈGE SOCIAL A PARIS
23, Rue de l'Amiral-d'Estaing

AGENCE A SAIGON : Place Rigault-de-Genouilly



TARIF D'ABONNEMENT POUR 1950
AUX COMPTES RENDUS MENSUELS DES SÉANCES DE
L'ACADÉMIE DES SCIENCES COLONIALES

| | |
|--------------------------|-----------|
| France et Colonies | 1.000 frs |
| Etranger | 1.800 frs |

Le numéro : 100 frs pour la France et les colonies ;
200 frs pour l'étranger